



Bpifrance et la DGE présentent la 5^e étude de conjoncture des ETI

Les entreprises de taille intermédiaire anticipent une nouvelle amélioration de l'activité, notamment à l'international. Cette reprise serait de nature à soutenir les investissements en 2015.

La 5^e enquête annuelle de conjoncture a été réalisée en avril 2015, conjointement par la Direction générale des entreprises (DGE) et Bpifrance, auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales. Sur les 644 questionnaires reçus fin avril 2015, 483 ont été exploités (les autres étant incomplets ou en dehors du champ des ETI).

De meilleures perspectives d'activité, tirées par l'international

Le redressement de l'activité amorcé en 2014 devrait se poursuivre en 2015. En avril 2015, 43 % des ETI prévoient ainsi une progression de leur chiffre d'affaires sur l'année et 15 % une diminution, à comparer à 39 % et 16 % en 2014.

Les ETI profitent de l'amélioration de l'environnement extérieur. Les objectifs en matière d'exportation ont été globalement atteints en 2014, et ce, pour la première fois depuis 2010.

Dans le contexte actuel de reprise en zone euro et de baisse du taux de change, les ETI internationalisées (deux ETI sur cinq) sont, une nouvelle fois, les plus optimistes pour 2015. En particulier, les plus fortement internationalisées (plus de 25 % du chiffre d'affaires réalisé à l'international), gardent les perspectives les plus favorables.

Les perspectives d'activité sont un peu supérieures à la moyenne dans l'industrie. Elles sont en nette amélioration dans le secteur des services.

Des investissements qui devraient profiter de ce regain d'optimisme...

Les investissements de croissance interne ont été assez dynamiques en 2014 et devraient continuer de l'être en 2015. En effet, les perspectives pour 2015 sont meilleures qu'elles ne l'étaient un an auparavant, notamment pour les ETI des secteurs de l'industrie, des services ou, de manière générale, pour les entreprises innovantes. Les ETI très internationalisées gardent des perspectives particulièrement optimistes, en cohérence avec les bonnes perspectives d'activité.

Le rythme d'opérations de croissance externe devrait également rester soutenu en 2015 : 35 % des ETI pensent prendre de nouvelles participations et un quart a des projets de création de nouvelles filiales. De plus, une ETI sur six a un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger, l'Union européenne demeurant la principale zone d'implantation ciblée devant l'Asie et l'Afrique.

... et de freins financiers qui se desserrent

En 2014, la situation financière des ETI s'est stabilisée : 21 % des ETI jugent que leur situation de trésorerie a été satisfaisante en 2014 contre 20 % qui l'ont jugée difficile. La trésorerie des ETI devrait rester stable en 2015.

De plus, seules 5 % des ETI font état de réelles difficultés dans l'accès au crédit en 2014.



La réduction des marges constitue toujours un obstacle important au développement pour plus d'une entreprise sur deux (55 %). Cependant, pour la deuxième année consécutive, l'enquête confirme un recul significatif des différents freins au développement (réduction des marges, manque de fonds propres, endettement excessif ou difficulté d'accès au crédit).

Bien que recourant toujours majoritairement à l'autofinancement pour les opérations d'investissement, les ETI souhaitent faire davantage appel à l'endettement et aux concours bancaires en 2015.

Des perspectives d'emploi encore prudentes

En matière d'emploi, les perspectives sont un peu moins dynamiques en France, à l'exception des ETI de service, mais restent soutenues à l'étranger, notamment pour les ETI industrielles.

Les ETI innovantes ont des anticipations de croissance de leurs effectifs plus élevées, tant en France qu'à l'étranger.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : www.bpifrance-lelab.fr
et le quatre-pages de la DGE sur : www.entreprises.gouv.fr

Contacts presse

Bpifrance
Nathalie Police
Tél. : 01 41 79 95 26
nathalie.police@bpifrance.fr

DGE
Murielle Pascal / Anne Virlogeux
Tél. : 01 79 84 33 25/01 79 84 30 70
murielle.pascal@finances.gouv.fr /
anne.virlogeux@finances.gouv.fr



CONFÉRENCE DE PRESSE

Pascal FAURE ● Nicolas DUFOURCQ

Enquête ETI 2015 DGE ● Bpifrance

Jeudi 25 juin 2015

Enquête ETI 2015 DGE-Bpifrance

- 1 ● Objectifs & Méthodologie
- 2 ● Activité
- 3 ● International
- 4 ● Emploi
- 5 ● Investissement & Financement
- 6 ● Les ETI face à leur développement



1 • ETI 2015 DGE-Bpifrance | Objectifs & Méthodologie

Afin de mieux connaître les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et leur comportement, la DGE et Bpifrance ont mis en place, depuis 2011, une enquête annuelle qui porte sur :

- les caractéristiques structurelles des ETI
- leur comportement économique et l'évolution de leur situation

L'enquête est menée auprès d'une **population de référence fiable** et l'analyse ressort d'un **échantillon de réponse représentatif** :

- Toutes les ETI nationales, dont la tête de groupe est en France (3 058 entreprises qualifiées ETI par la DGE)
- 644 réponses reçues au 29 avril 2015



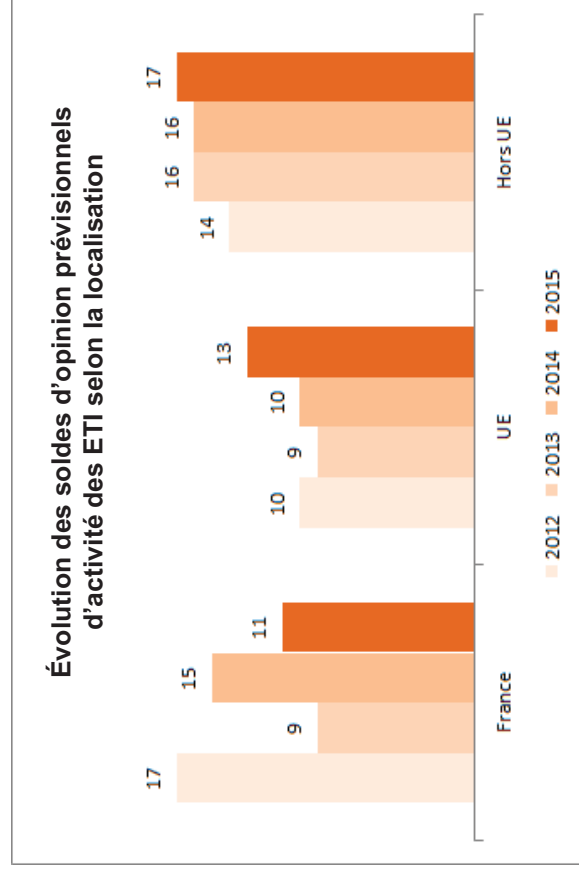
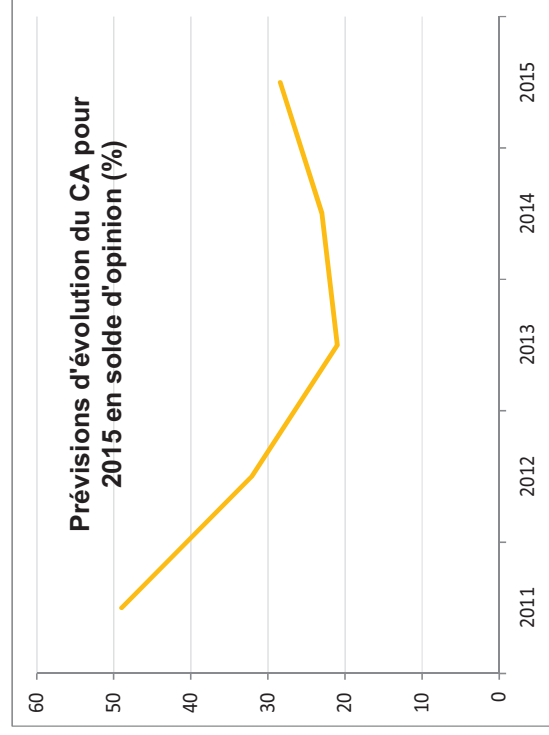
2 • ETI 2015 DGE-Bpifrance | Activité

Une amélioration des perspectives d'activité qui s'accélère en 2015

Solde d'opinion prévisionnel en hausse de 5 points en 2015 après celle de 2 points en 2014

Une activité réorientée vers les marchés extérieurs

Des perspectives moins dynamique en France, en progression dans l'UE, stable hors UE



2 ● ETI 2015 DGE-Bpifrance | Activité

Un rebond particulièrement marqué ...

- dans les Services
- dans les ETI de moins de 500 salariés

Un solde stabilisé à un niveau élevé pour les ...

- ETI solidement implantés à l'international
- ETI industrielles
- ETI de plus de 500 salariés

Les carnets de commande devraient continuer de se regarnir en 2015

Le solde d'opinion progresse encore (+ 8 après + 6) notamment dans les Services (+ 16 après + 7) et les ETI fortement internationalisées (+ 27 après +24)

Les exportations en hausse en 2015 pour l'ensemble des ETI

En 2014, les ETI avait globalement atteint leurs objectifs, déjà à la hausse



3 • ETI 2015 DGE-Bpifrance | International

Des ETI plus internationalisées en 2014...

41 % des ETI ont une activité à l'international (37 % en 2013)

24 % FORTE
INTERNATIONALISATION
DE 25 % ET PLUS DU CA

17 % MOYENNE
INTERNATIONALISATION
DE 5 À MOINS DE 25 % DU CA

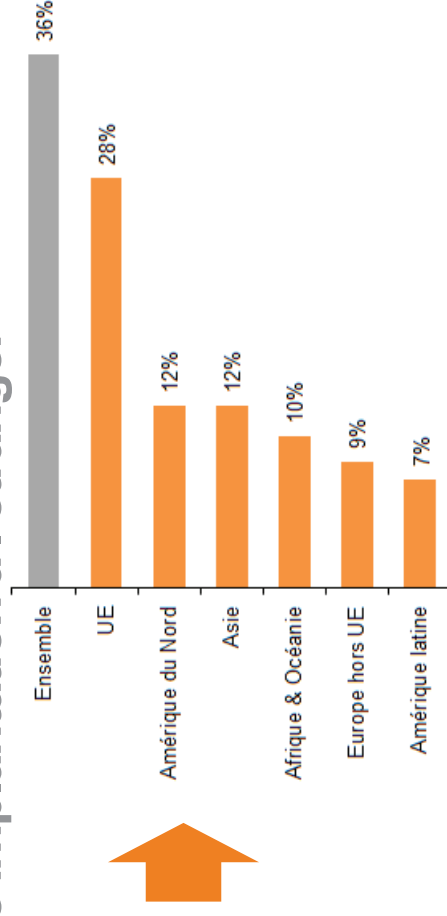
59 % PAS OU PEU
D'INTERNATIONALISATION
MOINS DE 5 % DU CA

- La part moyenne du CA à l'export est de 16 % sur l'ensemble des ETI
- La taille a une forte influence : 21 % du CA en moyenne au dessus de 500 salariés contre 13 % en dessous

36 % des ETI ont au moins une implantation à l'étranger

Zones d'implantation des ETI à l'étranger

Source : enquête 2015 DGE/Bpifrance auprès des ETI



3 ● ETI 2015 DGE-Bpifrance | International

L'international, principale force de traction anticipée en 2015

L'embellie sur les exports notée en 2014 devrait se poursuivre

Croissance prévue par l'ensemble des ETI mais encore plus soutenue chez les ETI très internationalisées (+ 39 après + 38 en 2014).

Des implantations à l'étranger qui s'accélérent

1 ETI sur 6 a un projet de création de filiale ou de prise de participation à l'étranger

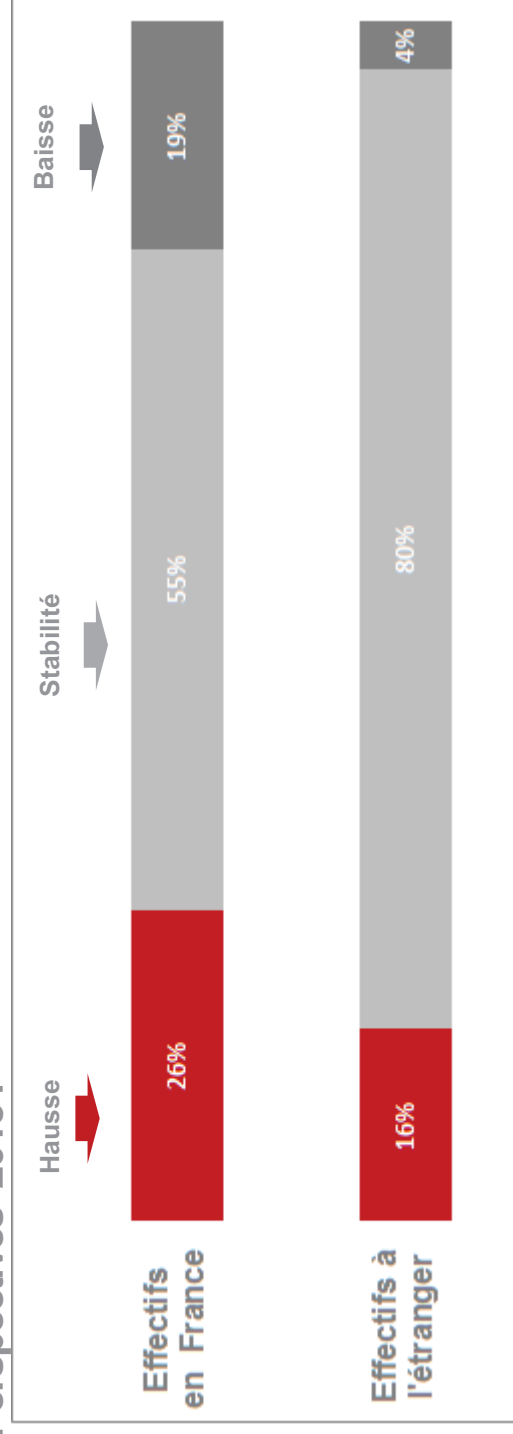
Parmi ces ETI, 80 % disposent déjà d'au moins une filiale à l'étranger.



4 ● ETI 2015 DGE-Bpifrance | Emploi

La progression des effectifs décélère en France mais reste soutenue à l'étranger

Perspectives 2015 :



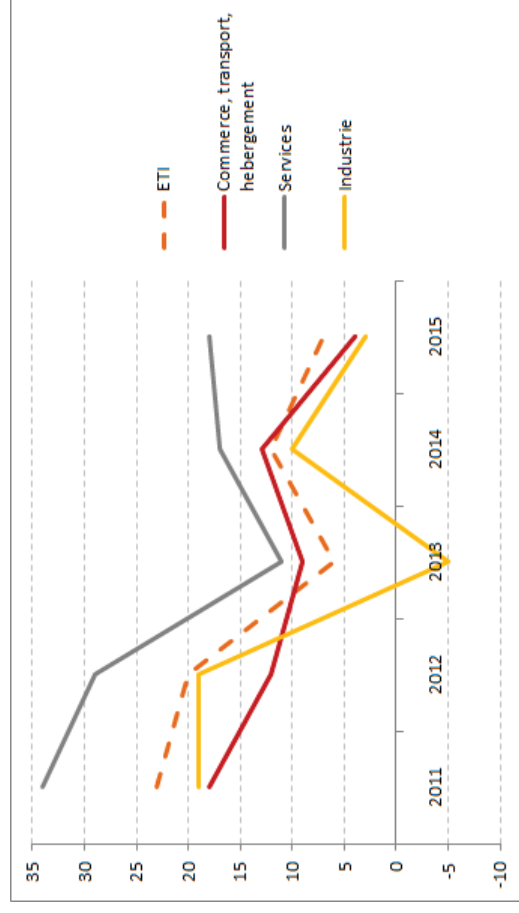
4 ● ETI 2015 DGE-Bpifrance | Emploi

Des perspectives d'emploi en France moins dynamiques pour 2015 (solde de +7 après +12 en 2013) mais restant soutenue dans les Services (+18 après +17).

Évolution du solde d'opinion prévisionnel de l'emploi en France



Source : enquête 2015 DGE/Bpifrance auprès des ETI



5 ● ETI 2015 DGE-Bpifrance | Investissement

L'amélioration des perspectives bénéfique aux investissements

- Investissements de croissance interne (physiques et immatériels) :
Après une année 2014 dynamique, les investissements devraient poursuivre leur croissance en 2015



Investissement physique et immatériel :
évolution du solde d'opinion prévisionnel
Source : enquête 2015 DGE/Bpifrance auprès des ETI



- Investissements de croissance externe :

Trois ETI sur dix ont pris des participations dans d'autres entreprises en 2014 et 35% pensent en prendre de nouvelles en 2015.



5 ● ETI 2015 DGE-Bpifrance | Financement

La majorité des ETI ne rencontre pas de difficulté d'accès au crédit

- En 2014, les $\frac{3}{4}$ n'ont rencontré aucune difficulté particulière pour accéder au crédit de trésorerie ou à l'investissement
- Les contraintes d'accès au crédit se relâchent :
 - Relâchement général des contraintes ressenties liées aux taux, au coûts d'assurance et aux garanties exigées, sur les prêts à court comme à moyen long terme
 - Au total, seules 5% des ETI déclarent des difficultés importantes sur le financement de leur trésorerie ou de leurs investissements

En 2014, 53% des investissements de croissance ont été autofinancés mais un recours plus important à l'endettement et aux concours bancaires est envisagé pour 2015.

6 • ETI 2015 DGE-Bpifrance

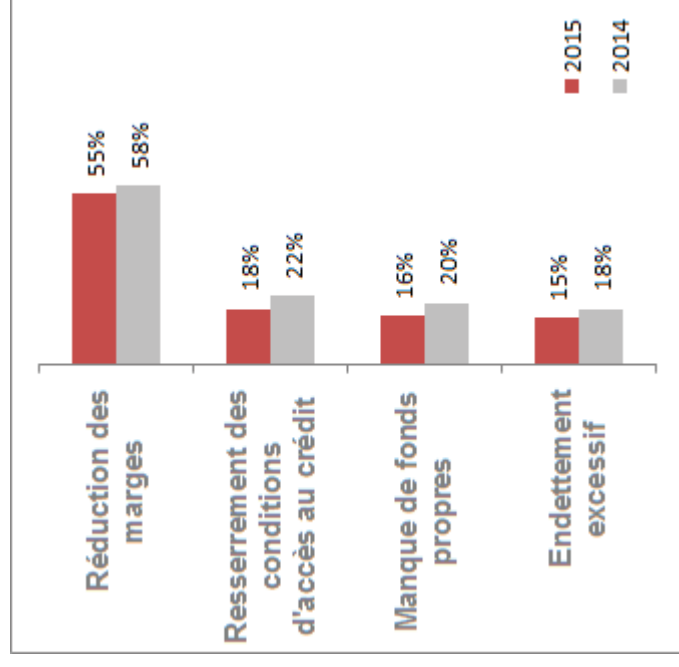
Les ETI face à leur développement

Les freins au développement s'atténuent de façon significative

La réduction des marges demeure un obstacle important au développement des ETI pour 55 % des dirigeants, bien que cette proportion soit en baisse de 3 points

Proportion des ETI qui jugent les obstacles à leur développement comme importants

Source : enquêtes 2014- 2015DGE/Bpifrance auprès des ETI



QUESTIONS - REPONSES

Pascal FAURE ● Nicolas DUFOURCQ

Enquête ETI 2015 DGE ● Bpifrance

Jeudi 25 juin 2015



ETI ENQUÊTE 2015



ETI

ENQUÊTE 2015

SYNTHÈSE	4-7
1 PROFIL	8-23
2 ACTIVITÉ	24-33
3 EMPLOI	34-39
4 SITUATION FINANCIÈRE	40-43
5 CROISSANCE INTERNE	44-49
6 CROISSANCE EXTERNE	50-59
7 FINANCEMENTS EXTERNES	60-67
8 MÉTHODOLOGIE	68-71



SYNTHÈSE

LES ETI ANTICIPENT UNE ACCÉLÉRATION
DE LEUR ACTIVITÉ EN 2015,
TIRÉE PAR LES ENTREPRISES
INTERNATIONALISÉES ET INNOVANTES.
LES INVESTISSEMENTS ONT SENSIBLEMENT
PROGRESSÉ EN 2014 ET DEVRAIENT
DE NOUVEAU S'ACCROÎTRE EN 2015.

Ces résultats proviennent de la cinquième enquête annuelle menée conjointement par la **DGE** et **Bpifrance** auprès des 3 058 entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales⁽¹⁾, en avril 2015. L'analyse porte sur l'échantillon redressé de 483 ETI.

(1) ETI dont la tête de groupe est en France.

L'international tire les anticipations pour 2015

Après une croissance encore modérée de leur activité en 2014, les ETI nationales prévoient une sensible accélération en 2015.

L'environnement international plus favorable, marqué par la reprise en zone euro et la baisse du taux de change, profite aux ETI fortement internationalisées (réalisant plus du quart de leur activité à l'international), plus nombreuses en 2014 et qui sont les plus optimistes pour 2015.

En termes sectoriels, l'amélioration est sensible chez les ETI des Services (TIC, Services aux entreprises) tandis que les perspectives restent robustes dans l'Industrie. En revanche dans le Commerce, le Transport et la Construction, l'accélération n'est toujours pas en vue.

Une amélioration des perspectives qui profiterait à l'investissement

L'amélioration anticipée pour 2015 s'appuierait d'une part sur le développement des investissements matériels et immatériels en interne, d'autre part sur la multiplication des opérations de croissance externe, tant en France qu'à l'étranger.

Les investissements de croissance interne ont sensiblement augmenté l'an dernier et devraient poursuivre leur accélération en 2015, notamment chez les ETI internationalisées, chez celles qui innovent et qui se situent dans les secteurs de l'Industrie et des Services.

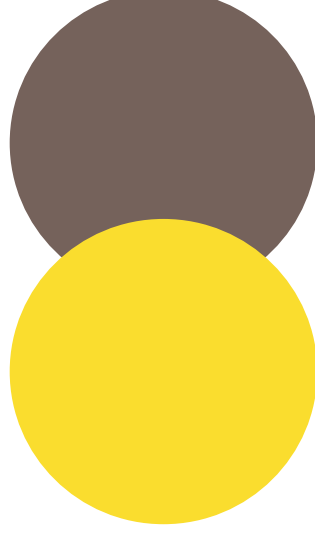
Cette progression se réalise dans un contexte de relâchement des contraintes de développement perçues par les ETI, tant du côté des marges que des conditions d'accès au financement, en net assouplissement avec un coût du crédit historiquement faible.

Les opérations de croissance externe se sont multipliées en 2014 et les projets de création de filiales ou de prise de participations pour 2015 sont également en hausse. En effet, 16 % des ETI ont un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger, l'Union européenne étant plus que jamais la principale zone d'implantation ciblée, assez loin devant l'Asie et l'Afrique qui attire cependant de plus en plus les ETI françaises.

Des ETI encore prudentes sur l'emploi en 2015

Les anticipations sur l'emploi sont toutefois toujours mitigées. Le redressement des perspectives d'activité tire les intentions d'embauche en France dans les TIC et les Services aux entreprises, tandis que l'environnement international plus favorable impacterait davantage les effectifs à l'étranger pour les ETI industrielles.

Globalement, l'emploi en France reste pénalisé par les secteurs fortement liés à la demande intérieure (Construction, Commerce, Transports et Hébergement), réduits à la prudence face à une reprise encore très fragile et qui reste à consolider.

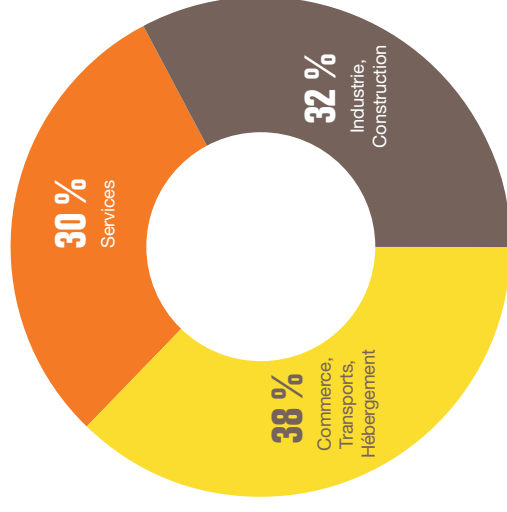


Cette enquête conjointe **DGE-Bpifrance**, consultable sur le site bpifrancelelab.fr, a fait l'objet d'une synthèse dans « Le 4 pages » de la **DGE** (N°44, juin 2015).

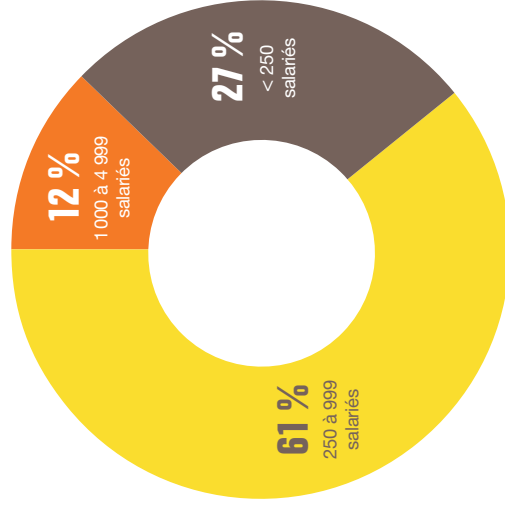


Caractéristiques des 3 058 ETI nationales

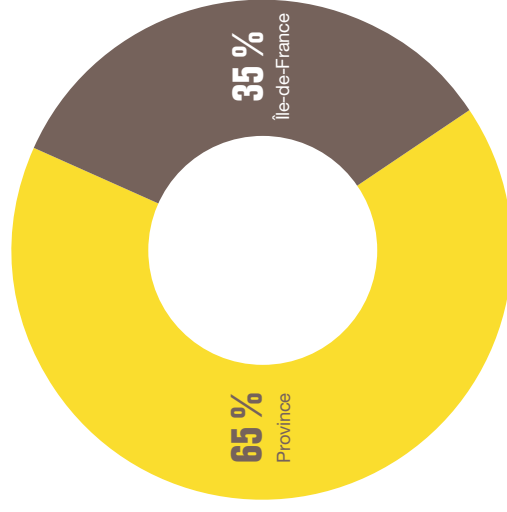
• RÉPARTITION DES ETI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



• RÉPARTITION DES ETI PAR TAILLE



• RÉPARTITION DES ETI PAR RÉGION



Source : DGE, INSEE.

Caractéristiques des 483 ETI de l'échantillon

Structure capitalistique

Près des deux-tiers (63 %) des ETI sont des entreprises « patrimoniales⁽¹⁾ », leur capital étant détenu à 50 % et plus par une ou plusieurs personnes physiques nommément connues. Les trois-quarts (74 %) d'entre elles sont dites « familiales », l'entreprise appartenant à une seule personne ou un lien de parenté existant entre les détenteurs du capital. Ces entreprises familiales représentent 46 % des ETI.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE PATRIMONIAL



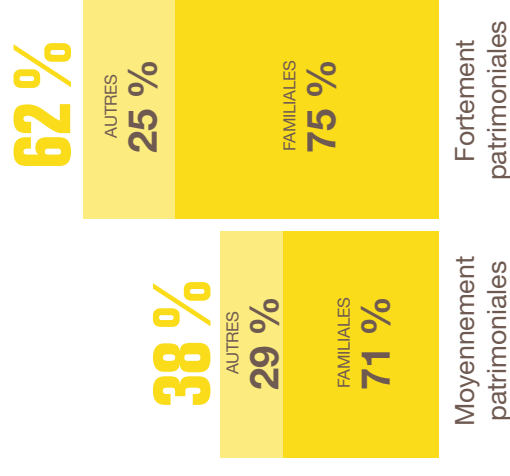
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

⁽¹⁾ Entreprises dont au moins la moitié du capital social est détenu par des personnes physiques nommément connues. Elles sont dites « familiales » si celles-ci ont un lien de parenté entre elles.

Selon le niveau de contrôle du capital par ces personnes, le caractère patrimonial de ces ETI est plus ou moins prononcé : les fortement patrimoniales (100 % du capital) et les moyennement patrimoniales (50 % à moins de 100 %).

• RÉPARTITION DES ETI PATRIMONIALES SELON LE NIVEAU DE CONTRÔLE DU CAPITAL



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

ETI et innovation

En 2014, une ETI sur deux a innové, essentiellement en finançant des frais de recherche et développement et en déposant des brevets. Dans l'industrie, 80 % des ETI sont innovantes, 55 % dans le secteur des Services aux entreprises.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE INNOVANT

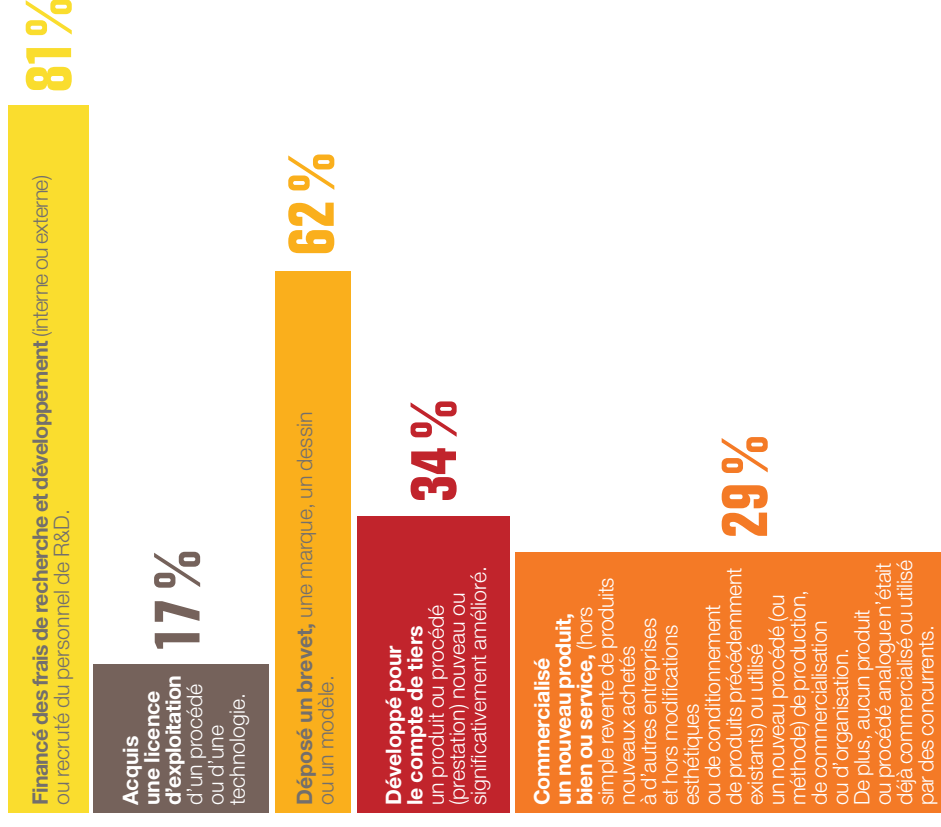


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

• ETI INNOVANTES : CARACTÉRISATION DES ACTIONS (AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES)

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :



Base : échantillon redressé.

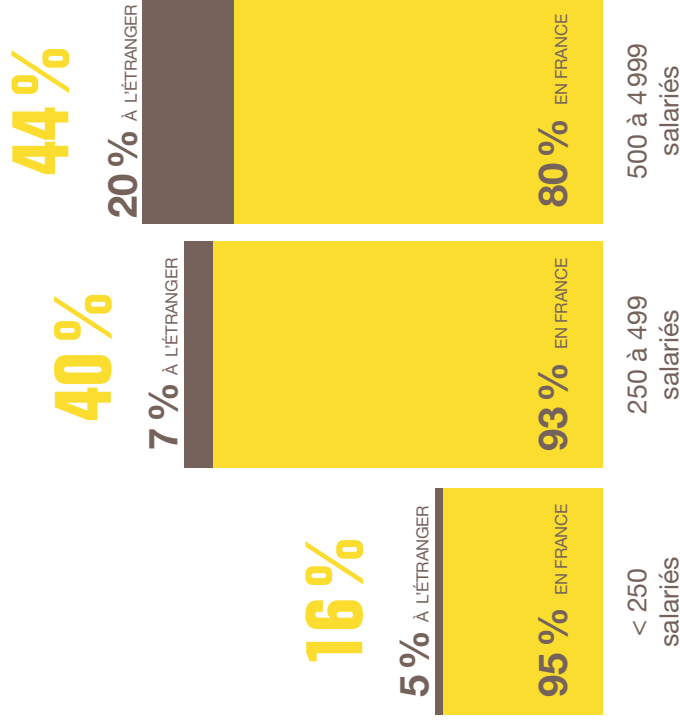
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Emploi

Plus de la moitié des ETI ont moins de 500 salariés.

La moitié des ETI ont moins de 442 salariés (moins de 400 en France) et un quart plus de 800 (plus de 690 en France). En 2014, 83 % des effectifs salariés des ETI se situent en France et seuls 17 % à l'étranger.

• RÉPARTITION PAR CLASSE D'EFFECTIF AVEC VENTILATION DES EFFECTIFS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

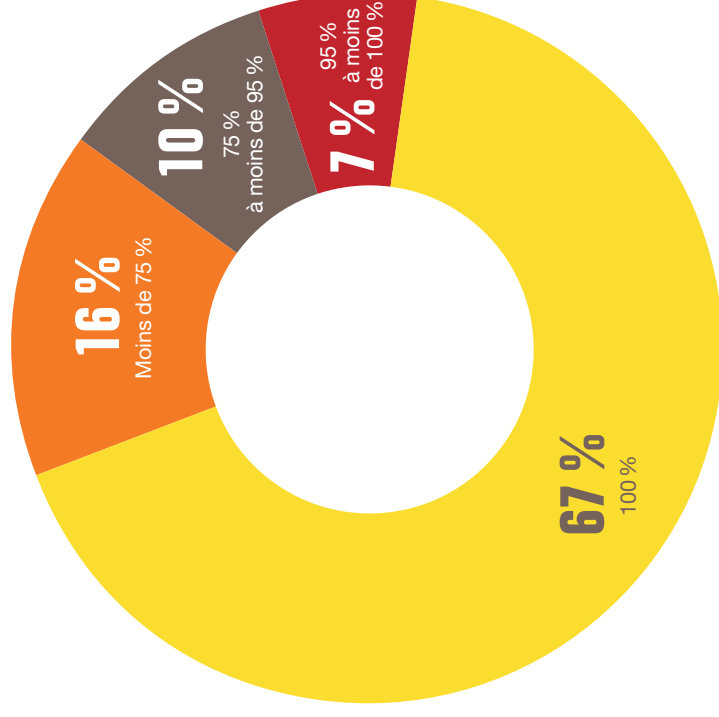


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Les ETI sont principalement implantées en France : 67 % y ont la totalité de leur effectif et 84 % y ont plus des trois quarts. Les 16 % d'ETI ayant moins de 75 % de leur effectif en France, donc avec une forte présence à l'international, sont pour plus des deux tiers (70 %) des entreprises de 500 salariés ou plus.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART D'EFFECTIF EN FRANCE



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Activité à l'international

Deux ETI sur cinq ont une activité à l'international.

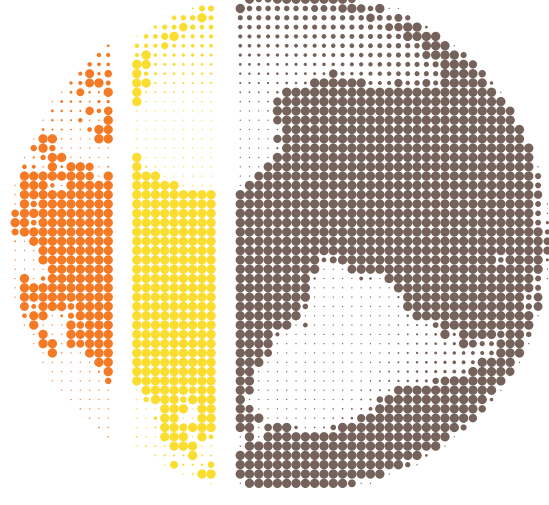
Le pourcentage moyen du chiffre d'affaires réalisé hors de France est de 16 % et 24 % des ETI effectuent au moins le quart de leur activité en dehors de l'Hexagone.

Le poids moyen de l'international dans l'activité consolidée croît avec la taille de l'entreprise : il est de 13 % pour les ETI de moins de 500 salariés et de 21 % pour celles de 500 à 5 000 salariés. L'innovation est un facteur encore plus discriminant : les ETI classées innovantes réalisent en moyenne 24 % de leur activité à l'international, soit 3 fois plus que les « non innovantes ».

Près des deux tiers (62 %) des ETI très internationalisées appartiennent au secteur de l'Industrie.

En moyenne, 61 % de l'activité internationale des ETI se fait au sein de l'Union européenne et 37 % dans le reste du monde.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



24 % FORTE
INTERNATIONALISATION
DE 25 % ET PLUS DU CA

INTERNATIONALISATION
17 % MOYENNE
DE 5 À MOINS DE 25 % DU CA

59 % PAS OU PEU
D'INTERNATIONALISATION
MOINS DE 5 % DU CA

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Implantation à l'étranger

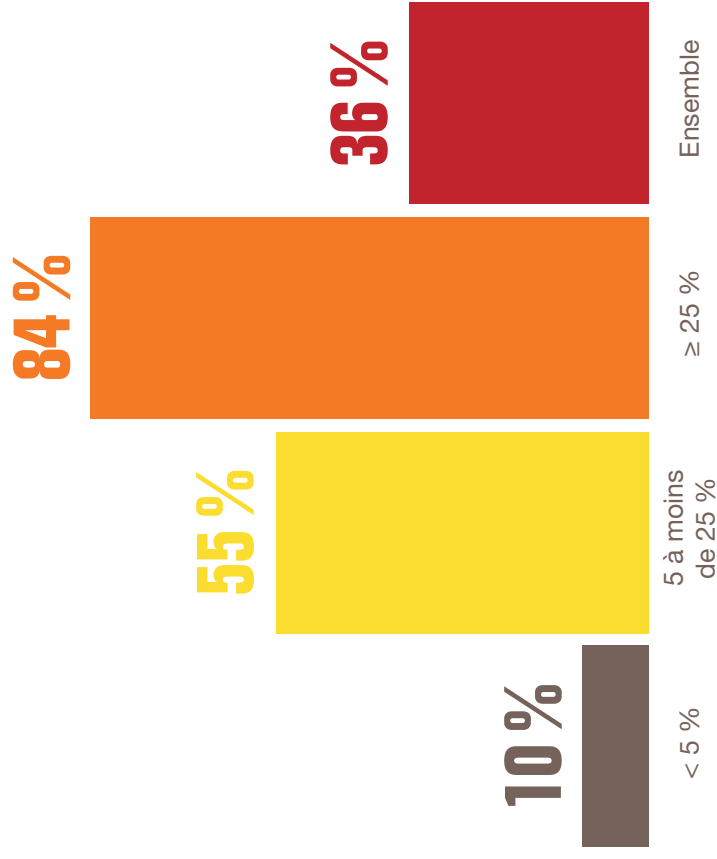
Toutefois, seules 36 % des ETI ont au moins une implantation à l'étranger. L'analyse qui suit porte sur cette population.

Ces ETI ont, en moyenne, un peu plus de 6 filiales. Ce chiffre augmente bien évidemment avec le poids de l'international dans l'activité : les ETI très internationalisées qui représentent 57 % de cette population (vs 24 % pour l'ensemble des ETI), disposent en moyenne de près de 9 filiales hors de France, celles moyennement internationalisées de 4 et celles peu ou pas internationalisées de quasi 3 filiales.

Au total, les trois quarts (76 %) des filiales et co-entreprises à l'étranger dépendent des ETI très internationalisées et 82 % d'ETI innovantes.

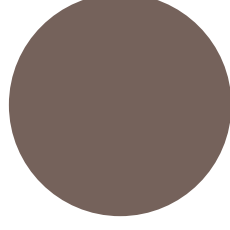
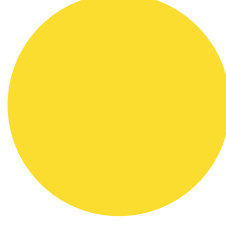
Les ETI, dans leur ensemble, ont en moyenne un peu plus de 2 filiales implantées à l'étranger.

• PROPORTION DES ETI AYANT AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



Base : échantillon redressé.

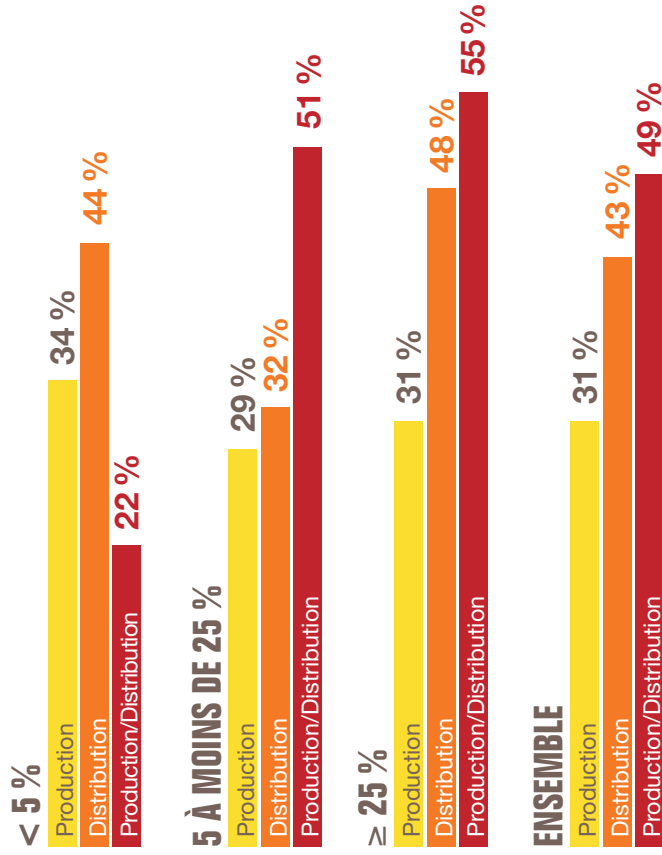
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.



La nature des implantations à l'étranger, de production et/ou de distribution, dépend du degré d'internationalisation.

Les filiales à l'étranger peuvent être soit spécialisées dans la production ou dans la distribution, soit des structures mixtes. Pour les ETI peu ou pas internationalisées, les filiales sont le plus souvent spécialisées, notamment dans la distribution (44 % de ces ETI disposant de telles filiales). Pour les ETI moyennement et fortement internationalisées, plus de la moitié d'entre elles ont des filiales mixtes.

• **RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL ET LE TYPE DE LA FILIALE**



Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.
Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Les filiales à l'étranger sont principalement implantées dans l'Union européenne. Quatre ETI sur cinq avec filiales étrangères y ont une ou plusieurs implantations.

Plus d'un tiers (35 %) également sont présentes en Asie et en Amérique du Nord et près de 30 % en Afrique et Océanie.

• **ZONE D'IMPLANTATION DES ETI À L'ÉTRANGER**



Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.
Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

ACTIVITÉ

**LES ETI NATIONALES PRÉVOIENT
UNE LÉGÈRE ACCÉLÉRATION
DE LEUR CROISSANCE EN 2015,
PLUS PRONONCÉE PARMI
LES ENTREPRISES INTERNATIONALISÉES
ET LES « NON FAMILIALES »**

02.

En avril 2015, 43 % des ETI nationales⁽¹⁾ anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires consolidé sur l'année contre 15 % seulement une diminution. Le solde prévisionnel d'évolution de l'activité⁽²⁾ s'établit donc à +28, au lieu de +23 début 2014, ce qui le rapproche de sa valeur moyenne sur cinq ans (+30,6).

Les perspectives de croissance en 2015 sont toujours très corrélées à la taille de l'entreprise. Elles sont deux fois plus élevées chez les ETI de 500 à 5 000 salariés (indicateur à +41) que chez celles employant moins de 500 salariés (+19). Cependant, les anticipations de ces dernières se sont nettement redressées en un an.

Les anticipations demeurent un peu supérieures à la moyenne dans l'Industrie (+36), dans la même tendance qu'en 2014 (+37). L'amélioration attendue la plus nette provient du secteur des Services⁽³⁾, dont l'indicateur avancé progresse de 15 points à +42, tandis que celui de la Construction annonce une stabilisation de l'activité (indicateur nul) après un net recul en 2014 (-18).

L'accélération anticipée de l'activité provient essentiellement des ETI internationalisées. L'indicateur prévisionnel gagne 9 points sur un an, à +49, chez celles qui réalisent plus du quart de leur chiffre d'affaires à l'international (exportations de France + activité des filiales situées à l'étranger). En outre, les ETI qui emploient plus du quart de leurs effectifs hors de France affichent un indicateur prévisionnel d'activité record, à +61 (idem en 2014). A contrario, celui des ETI dont la totalité des salariés sont employés en France, à +19, est sensiblement inférieur à la moyenne (+28), même s'il progresse de 7 points sur douze mois. L'amélioration attendue en 2015 par ces ETI « hexagonales » provient de celles qui réalisent plus du quart de leur activité à l'exportation.

Les ETI innovantes sont plus optimistes que les autres. Leur indicateur d'activité pour 2015 ressort à +39, contre +17 pour les « non innovantes ».

Les entreprises « familiales⁽⁴⁾ » ont des anticipations de croissance à court terme plus faibles que les autres. Ces dernières ont un indicateur avancé pour 2015 à +21, en recul de 4 points par rapport à l'an passé, contre +31 pour les autres, en hausse de 10 points. Cet écart pourrait s'expliquer par une forte présence des ETI familiales dans les secteurs aval.

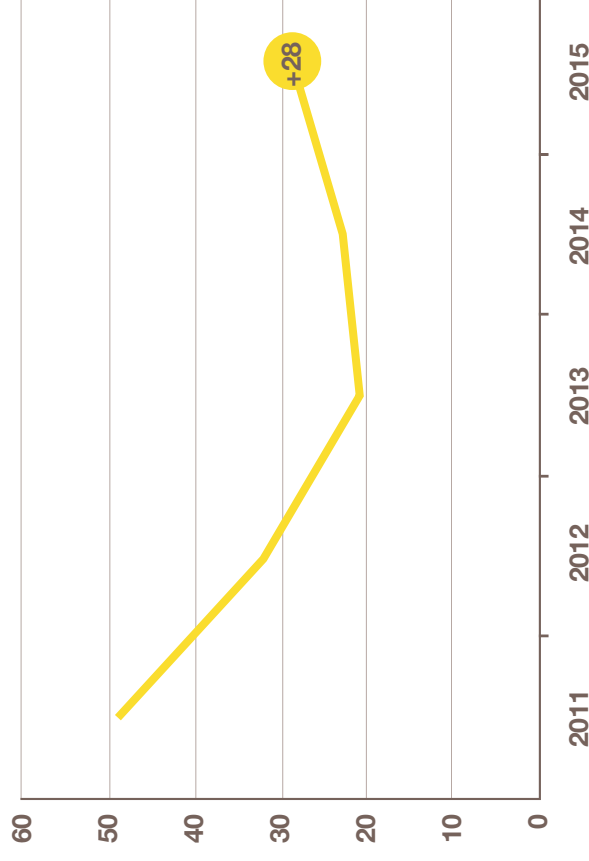
(1) Définition des ETI : cf. méthodologie.

(2) Solde d'opinion : cf. méthodologie.

(3) Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de soutien, information et communication, enseignement santé et action sociale, activités immobilières, activités financières et autres activités de Services.

(4) Entreprise dont au moins de la moitié du capital social est détenu par des personnes physiques normalement connues ayant un lien de parenté entre elles.

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DU CA POUR 2015 (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

• **PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ DES ETI EN 2015**
(SOLDE D'OPINION EN %)

Lecture : 44 % des ETI emploient de 500 à 4 999 salariés. Le solde prévisionnel d'évolution de leur activité en 2015 s'établit à +41, contre +39 prévu en mars 2014 pour cette année-là.

	PART DES ETI CONCERNÉES	SOLDE D'OPINION	SOLDE D'OPINION Rappel mars 2014
TAILLE			
< 250 salariés	16 %	+ 18	+ 1
250 à 499 salariés	40 %	+ 19	+ 13
500 à 4 999 salariés	44 %	+ 41	+ 39
SECTEURS			
Industrie, Construction	32 %	+ 30	+ 26
<i>Dont Industrie</i>	27 %	+ 36	+ 37
Commerce, Transports, Hébergement	38 %	+ 16	+ 16
Services	30 %	+ 42	+ 27
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2014			
Moins de 5 %	59 %	+ 19	+ 13
5 % à moins de 25 %	17 %	+ 32	+ 36
25 % et plus (ETI très internationalisées)	24 %	+ 49	+ 40
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2014			
Moins de 75 % (ETI très internationalisées)	16 %	+ 61	+ 61
75 % à moins de 95 %	10 %	+ 29	+ 38
95 % à moins de 100 %	7 %	+ 44	+ 44
100 %	67 %	+ 19	+ 12
CLASSIFICATION "INNOVANTES"			
ETI innovantes	51 %	+ 39	+ 32
ETI non innovantes	49 %	+ 17	+ 11
STATUT DU CAPITAL			
Non patrimonial	37 %	+ 35	+ 28
Patrimonial	63 %	+ 24	+ 20
Dont familial	46 %	+ 21	+ 25
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 28	+ 23

Base : échantillon redressé.

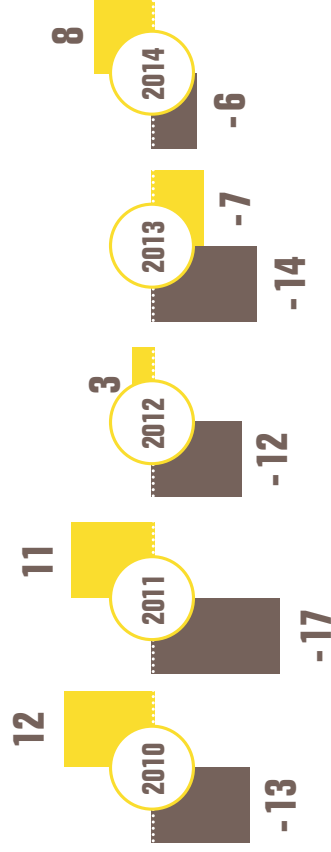
Source : enquête **Bpifrance** – DGE auprès de ETI.

Exportations

Les objectifs fixés ont globalement été atteints pour la première fois depuis 2010

En 2014, les ETI « fortement internationalisées » ont dans leur grande majorité atteint ou dépassé leurs objectifs à l'exportation, contrairement à l'année précédente. Pour leur part, les ETI « moyennement internationalisées » les ont presque atteints, avec un indicateur au plus haut sur ce point depuis 2010, à -6 contre -14 en 2013. Le net recul du cours de l'euro au second semestre 2014 a sans doute facilité cette performance.

• INDICATEUR DE RÉALISATION DES OBJECTIFS À L'EXPORTATION (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE)



Part du CA à l'international :
 ■ 5 % à moins de 25 % (17 % des ETI en 2014)
 ■ 25 % et plus (24 % des ETI en 2014)

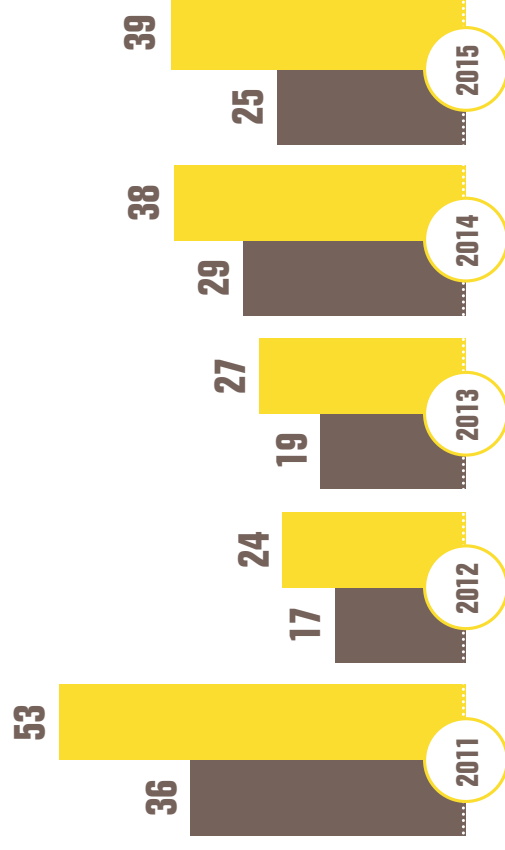
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Les prévisions d'évolution des exportations en 2015 sont toujours optimistes pour les ETI très internationalisées

L'activité à l'international des ETI devrait poursuivre sa croissance soutenue en 2015 chez les entreprises « très internationalisées » mais ralentir un peu chez celles « moyennement internationalisées ».

• INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE L'ACTIVITÉ À L'EXPORTATION (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE EN COURS)



Part du CA à l'international :
 ■ 5 % à moins de 25 % (17 % des ETI en 2014)
 ■ 25 % et plus (24 % des ETI en 2014)

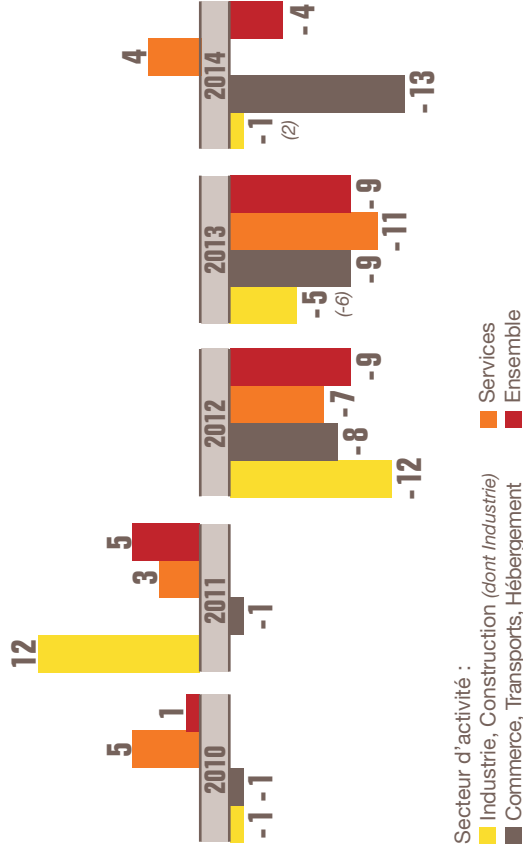
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Les carnets de commandes se sont un peu regarnis en 2014

Le niveau des carnets de commandes ou réservations reçues en 2014 est en léger redressement par rapport aux deux années précédentes, avec un solde d'opinion à -4⁽¹⁾, en hausse de 5 points par rapport à 2013. L'amélioration est particulièrement sensible dans l'Industrie (hausse de 8 points, à +2) et les Services (plus 15 points, à +4).

• INDICATEUR DES CARNETS DE COMMANDES PASSÉES (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE)



Les carnets de commandes se sont regarnis en 2014 chez les ETI innovantes, avec un indicateur nul, en hausse de 9 points sur un an. Ils sont demeurés médiocres chez les ETI non innovantes, à -8 (idem 2013).

(1) Solde des pourcentages des opinions opposées : 13 % « bien garnis » moins 17 % « faibles » en 2014.

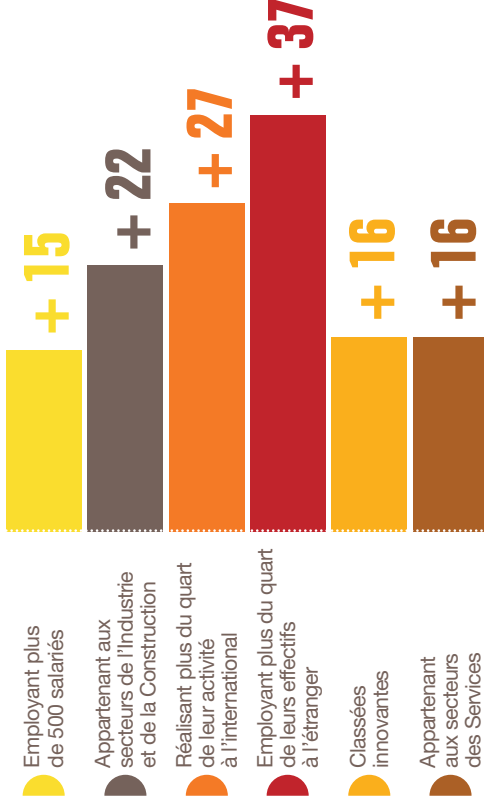
Ils ont rebondi chez les entreprises fortement internationalisées, où l'indicateur passé des carnets est remonté de 21 points en 2014, à +11, tandis qu'il est demeuré au plus bas, à -12, chez les ETI qui n'exportent pas du tout ou moins de 5 % de leur production.

L'indicateur passé des commandes est sensiblement plus élevé chez les ETI non patrimoniales (+6, en hausse de 10 points) que chez les ETI familiales (-13, en recul de 6 points).

Une poursuite du renforcement de la demande est escomptée en 2015

L'indicateur prévisionnel des carnets de commandes ou de réservations progresse encore de 2 points en un an, à +8.

• IL EST SIGNIFICATIVEMENT PLUS ÉLEVÉ QUE LA MOYENNE CHEZ LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

03.

EMPLOI

**MALGRÉ LE MIEUX ESPÉRÉ
SUR L'ACTIVITÉ, DES PERSPECTIVES
D'EMBAUCHE ENCORE TRÈS PRUDENTES**

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF SALARIÉS DES ETI
EN 2015
(EN SOLDE D'OPINION)

	PART DES ETI CONCERNÉES	ÉTRANGER (Rappel mars 2014)	FRANCE (Rappel mars 2014)
TAILLE			
< 250 salariés	16 %	+ 3 (-1)	+ 13 (+6)
250 à 499 salariés	40 %	+ 1 (+5)	+ 1 (+9)
500 à 4 999 salariés	44 %	+ 23 (+23)	+ 10 (+17)
SECTEURS			
Industrie, Construction	32 %	+ 18 (+18)	0 (+7)
<i>Dont Industrie</i>	27 %	+ 21 (+21)	+ 3 (+10)
Commerce, Transports, Hébergement	38 %	+ 3 (+8)	+ 4 (+13)
Services	30 %	+ 14 (+9)	+ 18 (+17)
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2014			
Moins de 5 %	59 %	- 1 (+3)	+ 1 (+12)
5 % à moins de 25 %	17 %	+ 17 (+16)	+ 19 (+21)
25 % et plus (ETI très internationalisées)	24 %	+ 38 (+35)	+ 10 (+10)
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2014			
Moins de 75 % (ETI très internationalisées)	16 %	+ 61 (+57)	+ 13 (+17)
75 % à moins de 95 %	10 %	+ 16 (+29)	+ 18 (+17)
95 % à moins de 100 %	7 %	+ 5 (+15)	+ 33 (+49)
100 %	67 %	+ 0 (0)	+ 1 (+8)
CLASSIFICATION "INNOVANTES"			
ETI innovantes	51 %	+ 22 (+19)	+ 14 (+16)
ETI non innovantes	49 %	+ 1 (+4)	+ 7 (+8)
STATUT DU CAPITAL			
Non patrimonial	37 %	+ 14 (+15)	+ 12 (+12)
Patrimonial	63 %	+ 9 (+9)	+ 4 (+13)
Dont familial	48 %	+ 10 (+11)	0 (+15)
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 11 (+12)	+ 7 (+13)

Base : échantillon redressé.

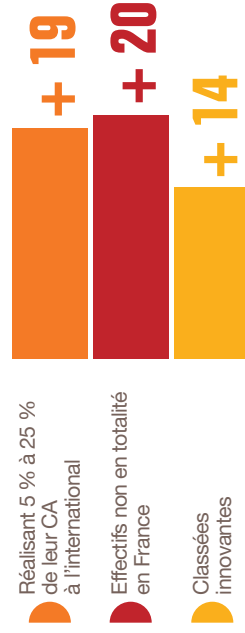
Source : enquête **Bpifrance** – DGE auprès de ETI.

La hausse des effectifs devrait décélérer en France...

Les ETI prévoient un sensible ralentissement de la croissance de leurs effectifs en France, avec un indicateur prévisionnel en recul de 6 points en un an, à +7, ce qui le ramène au niveau de 2013 (+6), bien en dessous de ceux du début de la décennie (+23 en 2011 et +20 en 2012).

D'un point de vue sectoriel, la croissance des effectifs employés au sein de l'Hexagone resterait soutenue dans les Services, l'indicateur prévisionnel gagnant 1 point sur un an, à +18. En revanche, elle serait très faible dans l'Industrie (+3, après +10) et le groupe « Commerce, Transports et Hébergement » (+4, contre +13 en 2014).

- **LES PRÉVISIONS D'AUGMENTATION DES EFFECTIFS SALARIÉS EN FRANCE SONT PLUS FORTES QUE LA MOYENNE DANS LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.
Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

...mais rester soutenue à l'étranger

L'indicateur prévisionnel d'évolution des effectifs consolidés hors de France se maintient à un palier haut, à +11, après +12 en 2014.

Il est toujours le plus élevé dans l'Industrie, à +21 (idem en 2014), assez au-dessus de celui des Services, à +14 (contre +9).

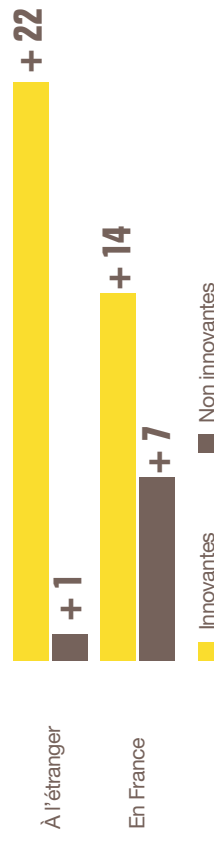
- **TRÈS LOGIQUEMENT, L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL D'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS À L'ÉTRANGER CULMINE DANS LES ENTREPRISES TRÈS INTERNATIONALISÉES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.
Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Les ETI classées innovantes ont des anticipations de croissance de leurs effectifs consolidés plus élevées que les non innovantes, tant à l'étranger qu'en France.

- **INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE CROISSANCE DES EFFECTIFS SELON LE CARACTÈRE INNOVANT DES ETI**



Base : échantillon redressé.
Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Pour résumer, on note deux dynamiques différentes. Les ETI de l'industrie vont bien et pensent accroître leurs effectifs mais principalement en dehors de l'Hexagone à ce stade. À l'opposé, l'activité étant moins aléatoire chez les ETI du Commerce, des Transports et du Tourisme, celles-ci ne prévoient guère d'augmenter leurs effectifs, ni en France, ni à l'étranger.

04.

SITUATION FINANCIÈRE
LES TRÉSORERIES ONT ÉTÉ ASSEZ SOUPLES
EN 2014 ET DEVRAIENT LE DEMEURER
EN 2015

La situation de la trésorerie en 2014 est considérée « aisée » par 21 % des ETI et « difficile » par 20 % d'entre elles. L'indicateur passé de la trésorerie se maintient donc à +1, tout comme en mars 2014.

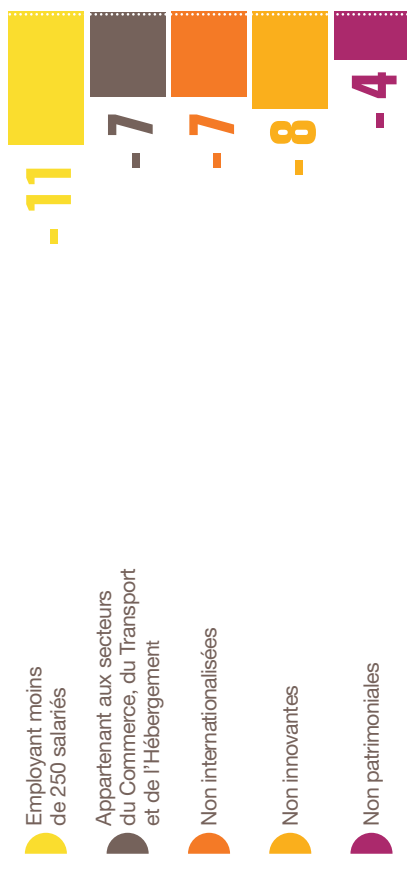
- **SELON CET INDICATEUR, LA TRÉSORERIE PASSÉE EST INFÉRIEURE À LA MOYENNE DANS LES ETI PRÉSENTANT AU MOINS UNE DES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.
Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Les ETI dans leur ensemble tablent sur une stabilité de la situation de trésorerie en 2015, avec un indicateur prévisionnel à +1, contre +4 début 2014.

- **L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA TRÉSORERIE EST CEPENDANT NÉGATIF POUR LES ETI SUIVANTES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.
Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

05.

CROISSANCE INTERNE

LES INVESTISSEMENTS ONT ÉTÉ
ASSEZ DYNAMIQUES EN 2014
ET DEVRAIENT POURSUIVRE
LEUR CROISSANCE EN 2015

Les ETI ont été interrogées sur l'évolution du volume global de leurs investissements physiques⁽¹⁾ et immatériels⁽²⁾ de 2014 par rapport à ceux de 2013. Ils ont augmenté pour 39 % des entreprises et diminué pour 18 %, ce qui donne un indicateur des investissements passés à +21, en hausse de 8 points sur un an et dans la moyenne de long terme (+21,6), porté notamment par la hausse des investissements industriels et dans les Services (+14 points).

- **SELON CET INDICATEUR, LES INVESTISSEMENTS INTERNES ONT CONNU LA CROISSANCE LA PLUS VIVE EN 2014 DANS LES ETI AYANT AU MOINS UNE DES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



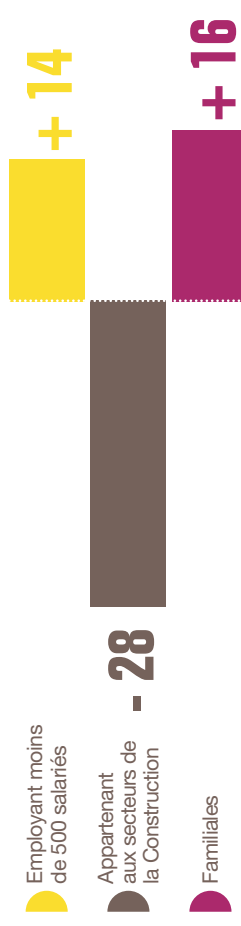
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

(1) Investissements physiques : immobilier, outil de production...

(2) Investissements immatériels : R&D, formation, labels...

- **À L'OPPOSÉ, LA PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS INTERNES A ÉTÉ PLUS MODÉRÉE EN 2014 POUR LES ENTREPRISES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)

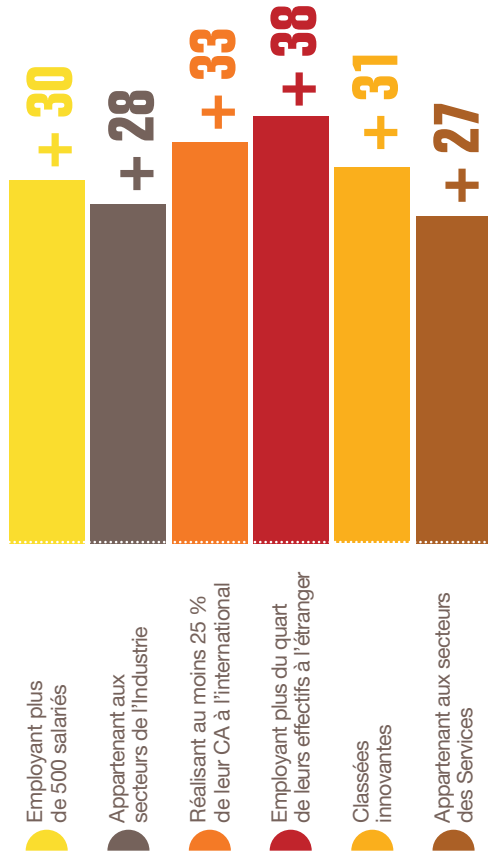


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Les intentions de développement des investissements de croissance interne en 2015 sont de nouveau en hausse, l'indicateur prévisionnel pour l'année en cours gagnant 3 points sur un an, à +20 (moyenne sur la décennie de +18). Là encore, le redressement des anticipations concerne les services et l'industrie, et de manière générale, les entreprises innovantes.

• **L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL D'INVESTISSEMENT EST LE PLUS ÉLEVÉ DANS LES ETI :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Les intentions d'investissement sont encore modérées chez les ETI de moins de 500 salariés (indicateur prévisionnel à +12) mais assez volontaristes chez les ETI familiales (+22). Elles restent négatives dans le secteur de la Construction (-14).

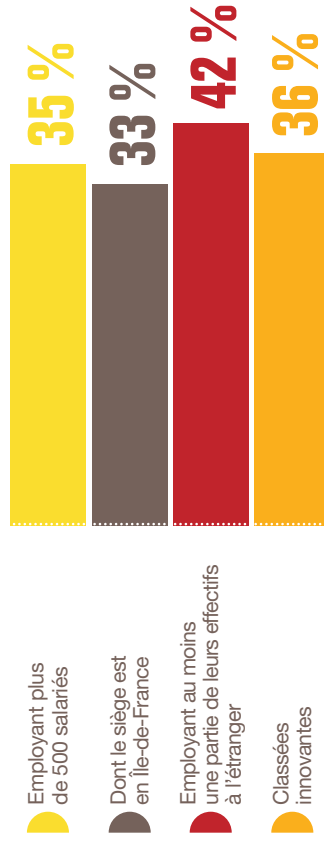
06.

CROISSANCE EXTERNE
CRÉATIONS DE FILIALES ET PRISES
DE PARTICIPATION EN HAUSSE,
TANT EN FRANCE QU'À L'ÉTRANGER

Un peu plus du quart des ETI a créé au moins une filiale en 2014

Dans leur ensemble, 27 % des ETI nationales ont créé au minimum une nouvelle filiale en 2014, contre 23 % en 2013, indépendamment de la localisation en France ou à l'étranger.

- LE TAUX DE CRÉATION D'AU MOINS UNE FILIALE EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE POUR LES ETI DES CATÉGORIES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Un quart des ETI a des projets de création de nouvelles filiales en 2015

24 % des ETI envisagent de créer au moins une nouvelle filiale en 2015, à comparer à 25 % en 2014. La proportion est indépendante du secteur d'activité.

- ELLE EST SUPÉRIEURE À LA MOYENNE DANS LES ENTREPRISES AYANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)



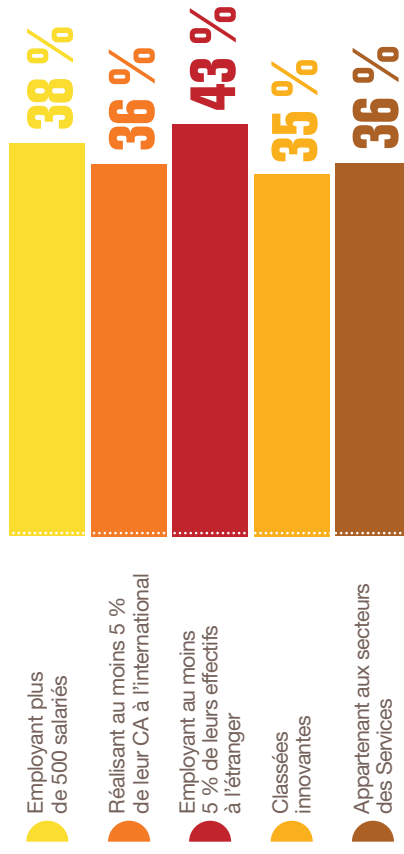
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Trois ETI sur dix ont pris des participations dans d'autres entreprises en 2014...

29 % des ETI ont pris des participations dans au moins une autre entreprise en 2014, contre 25 % en 2013.

• LA PROPORTION EST PLUS ÉLEVÉE DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

...et 35 % pensent prendre de nouvelles participations en 2015

Cette proportion est en hausse de 3 points par rapport à 2014.

• LES PROJETS DE PRISES DE NOUVELLES PARTICIPATIONS SONT PLUS FRÉQUENTS DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)

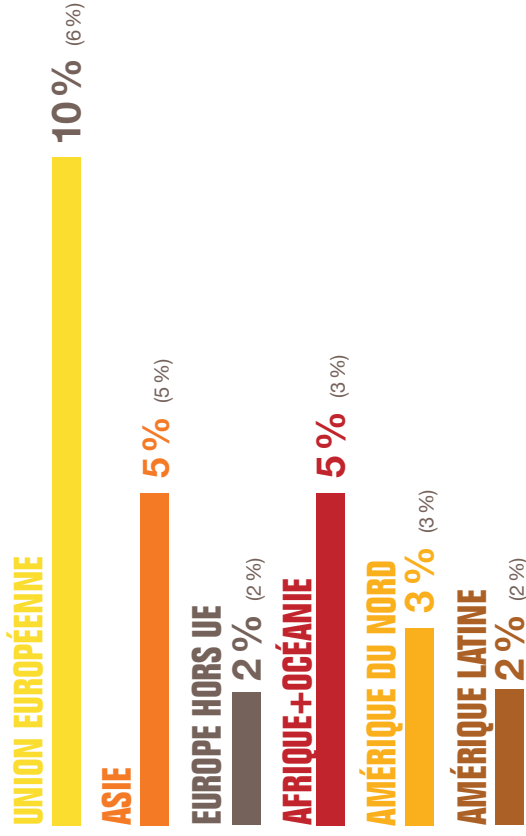


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

17 % des ETI ont un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger

- RÉPARTITION DES 17 % D'ETI AYANT UN OU PLUSIEURS PROJETS À L'ÉTRANGER PAR ZONE D'IMPLANTATION (Rappel pour 14 % en 2014)



Lecture : 10 % des ETI ont un projet à court terme dans l'UE, contre 6 % en 2014

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

L'Union européenne demeure, plus que jamais, la première zone d'implantation recherchée, 10 % des ETI y ayant un projet de croissance externe. Viennent ensuite l'Asie et l'Afrique, cette dernière enregistrant une progression notable, ciblées chacune par 5 % des ETI.

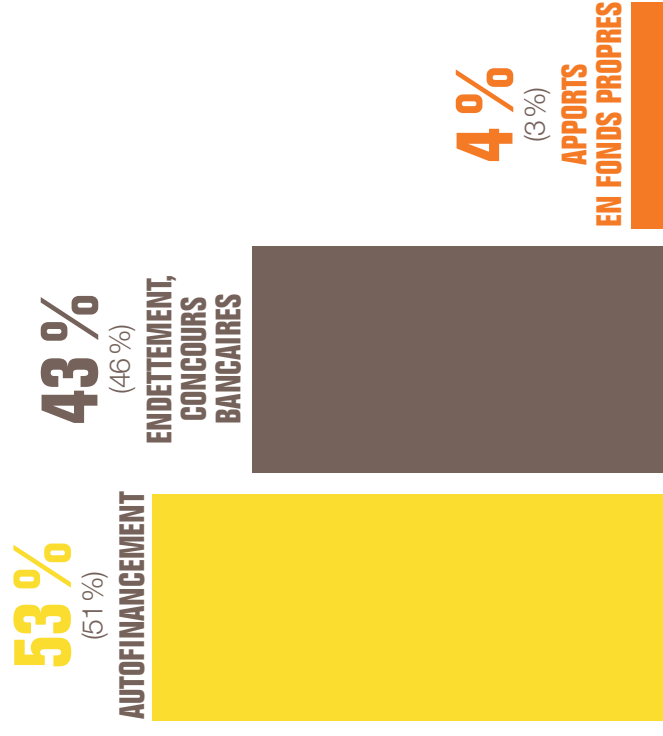
Parmi ces 17 % d'ETI ayant des projets fermes d'implantation à l'international, quatre sur cinq disposent déjà d'au moins une filiale ou d'un partenariat à l'étranger.

Un peu plus de la moitié des investissements de croissance de 2014 ont été autofinancés...

L'endettement et les concours bancaires classiques ont couvert 43 % en moyenne des besoins de financement des investissements de croissance réalisés en 2014, soit 3 points de moins qu'en 2013.

L'autofinancement a progressé de 2 points, à 53 %, tandis que les apports en fonds propres ont accru leur part relative de 1 point, à 4 %.

- PLAN DE FINANCEMENT MOYEN DES INVESTISSEMENTS DE CROISSANCE RÉALISÉS PAR LES ETI EN 2014 (rappel en 2013)



Base : échantillon redressé.

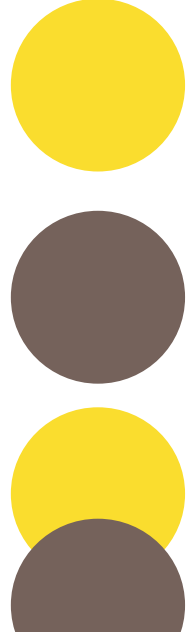
Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

...et les ETI souhaitent recourir sensiblement plus à l'endettement et aux concours bancaires en 2015

Les investissements de croissance, tant interne qu'externe, sont prévus en hausse significative en 2015, ce qui devrait concourir à l'augmentation des besoins de financement des ETI.

Dans un contexte de coût du crédit exceptionnellement bas, et de trésoreries parfois un peu tendues, les ETI souhaitent réduire la part de l'autofinancement au profit de l'endettement financier et des concours bancaires classiques. En effet, 24 % voudraient augmenter la part relative de ces concours financiers et 10 % seulement la diminuer, ce qui donne un indicateur prévisionnel à +14.

Pour sa part, l'indicateur prévisionnel d'utilisation de l'autofinancement ressort à -11, tandis qu'il est légèrement positif pour le recours aux fonds propres, à +1.



07.

**FINANCEMENTS
EXTERNES**

**LES ETI OBTIENNENT LE PLUS SOUVENT
LES CONCOURS FINANCIERS
QUI LEUR SONT NÉCESSAIRES**

Seules 5 % des ETI ont eu des difficultés majeures d'accès au crédit en 2014, comme en 2013

Les entreprises ont été interrogées sur les difficultés qu'elles ont pu rencontrer dans l'accès aux concours bancaires de trésorerie ou à l'investissement au cours de l'année précédente.

En 2014, 3 % des ETI n'ont pu obtenir aucune facilité de la part des banques pour financer leur exploitation courante, proportion identique à celle de l'année précédente.

D'un autre côté, 3 % des ETI ont dû annuler ou reporter leurs projets d'investissement en 2014, au lieu de 4 % en 2013, faute d'appui de la part des établissements de crédit.

- NIVEAU DE DIFFICULTÉS RENCONTRÉES EN 2014 PAR LES ETI POUR FINANCER LEUR TRÉSORERIE OU LEURS PROJETS D'INVESTISSEMENT : (rappel en 2013)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Les freins au développement s'atténuent de façon significative

- APPRÉCIATION DES FREINS AU DÉVELOPPEMENT
EN AVRIL 2015
(rappel en mars 2014)

Les ETI ont été amenées à donner leur appréciation sur quatre types d'obstacles possibles au développement de leur entreprise : « le manque de fonds propres », « l'endettement excessif », « le resserrement des conditions d'accès au crédit » et « la réduction des marges ». Ils sont tous un peu moins fortement ressentis qu'en 2014.

Les trois premiers facteurs, purement financiers, sont considérés comme un frein important par une ETI sur six seulement, au lieu de une sur cinq précédemment. La réduction des marges d'exploitation demeure l'obstacle majeur au développement de l'entreprise, même si ce frein se relâche légèrement (55 % des ETI, contre 58 % en 2014).

MANQUE DE FONDS PROPRES



ENDETTEMENT EXCESSIF



RESSERREMENT DES CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT



RÉDUCTION DES MARGES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Les contraintes d'accès au crédit se relâchent

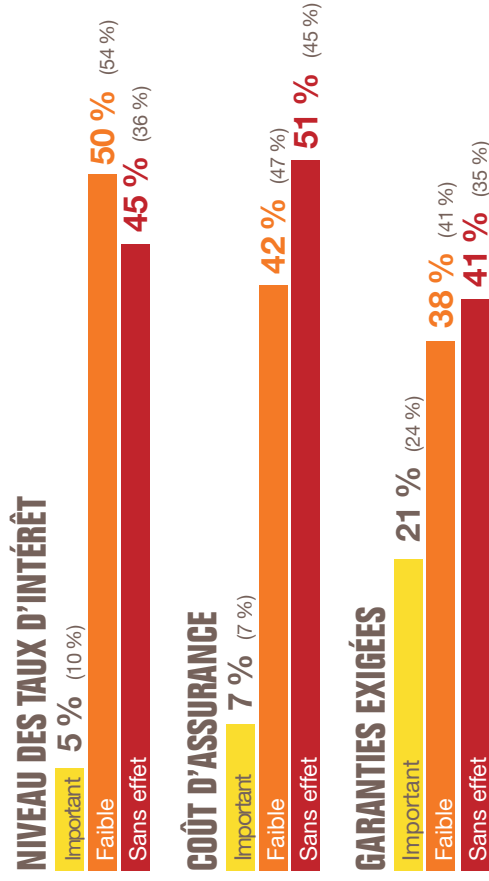
En matière d'accès aux prêts bancaires à l'investissement, le jugement des ETI s'améliore également significativement.

Les garanties exigées pour la mise en place des concours sont jugées pesantes par 28% des ETI, contre 32 % en 2013.

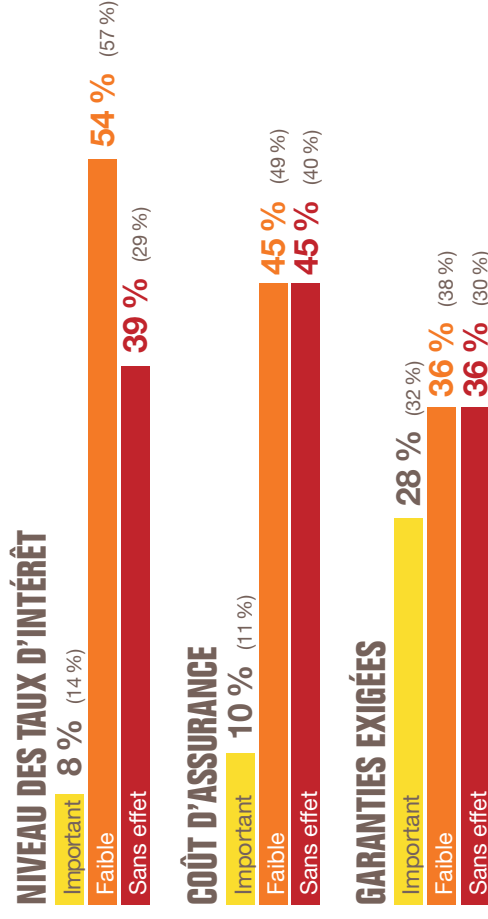
Le niveau des taux d'intérêt et le coût additionnel d'assurance des crédits bancaires à l'investissement sont jugés pénalisants par seulement une ETI sur dix, proportion en légère baisse sur un an.

En ce qui concerne l'accès aux concours bancaires à court terme, seule la demande de garanties pèse de façon significative, avec 21 % de citations mais s'inscrit en recul par rapport à l'an passé (24 % en 2014), à l'instar des autres contraintes (coût d'assurance, taux).

• APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À COURT TERME EN AVRIL 2015 (rappel en mars 2014)



• APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À MOYEN ET LONG TERME EN AVRIL 2015 (rappel en mars 2014)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.



MÉTHODOLOGIE

Ces résultats proviennent de la 5e enquête de conjoncture menée conjointement par la **DGE** et **Bpifrance** auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales⁽¹⁾, en avril 2015. Cette enquête initiée en 2011 est actualisée chaque année.

Définition des ETI

La nouvelle catégorie des **entreprises de taille intermédiaire** a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des **petites et moyennes entreprises**⁽²⁾, et qui :

- d'une part, occupent moins de 5 000 personnes ;
- d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les **grandes entreprises (GE)**.

Périmètre de l'étude

La population de référence des 3 058 ETI nationales qui ont servi de base à cette enquête, est composée des 742 ETI ayant répondu à l'enquête de conjoncture 2014 et de 2 316 entreprises qualifiées « ETI »⁽³⁾ par la **DGE**.

(1) ETI dont la tête de groupe est en France.

(2) Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.

(3) Les entreprises ont été sélectionnées à partir des bases INSEE.

Échantillon d'analyse et méthode de redressement

Un questionnaire a été adressé à ces entreprises fin mars 2015. Sur les 644 questionnaires reçus avant le 29 avril, 483 ont été validés pour constitution de l'échantillon d'analyse.

Ont été écartées les entreprises hors critères ETI et celles dont le questionnaire était incomplet ou mal rempli.

Cet échantillon a été redressé en fonction des 3 critères :

- taille ;
- secteur d'activité ;
- région.

L'analyse porte sur les données consolidées lorsqu'il y en a d'établies (78% de l'échantillon), sinon sur les données sociales de l'entreprise répondante.

Indicateur ou solde d'opinion

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

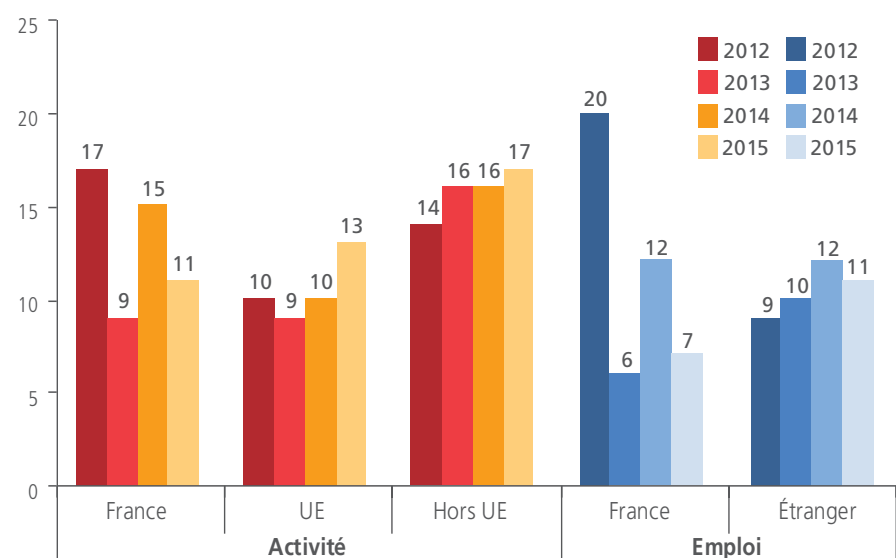
- Indicateurs en évolution = [(% « en hausse ») – (% « en baisse »)] X 100
- Indicateurs en niveau = [(% « aisé ») – (% « difficile »)] X 100



ETI : pour 2015, le redressement des perspectives se confirme, avec une activité tirée par les marchés internationaux

Les perspectives d'activité des ETI pour 2015 confirment le redressement entamé en 2014, à l'exception du commerce, transport, hébergement. Après s'être recentrées pendant trois ans sur l'Hexagone, les ETI repartent à la conquête des marchés étrangers, où les perspectives de croissance en matière d'emploi et de chiffre d'affaires sont meilleures. Elles sont moins dynamiques en France. L'amélioration de leurs perspectives en termes de carnets de commandes et d'exportations laisse présager une reprise en 2015. Malgré des réductions de marges toujours contraignantes, cette reprise se caractériserait par une hausse des projets d'investissements. Pour cela, les ETI, dont la situation de trésorerie resterait stable en 2015, prévoient de recourir davantage aux concours bancaires et à l'endettement, au détriment de l'autofinancement. Ce recours devrait être facilité par des conditions d'accès au crédit qui continuent de s'améliorer.

Graphique 1 : Évolution des soldes d'opinion prévisionnels d'activité selon la destination et d'emploi selon la localisation



Sources : enquêtes 2012-2015 DGE-Bpifrance auprès des ETI.

Selon l'enquête DGE-Bpifrance réalisée début 2015 (encadré 1), les perspectives d'évolution d'activité des ETI pour 2015 confirment le redressement entamé en 2014 : 43 % des ETI prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires en 2015, 15 % une baisse, soit un solde d'opinion prévisionnel de + 28 points, supérieur de 5 points à celui de 2014, après une légère progression de 2 points l'année précédente.

Les perspectives d'activité s'améliorent

Le solde d'opinion prévisionnel d'activité pour 2015 se stabilise à un très haut niveau pour les ETI de plus de 500 salariés (+ 41 après + 39) ainsi que pour les ETI solidement implantées à l'international, dont plus du quart des effectifs sont basés à l'étranger (+ 61). Les écarts se resserrent avec les ETI de moins de 250 salariés (+ 18 après + 1) et celles dont la totalité des effectifs salariés sont implantés en France (+ 19 après + 12),

dont les perspectives d'activité s'améliorent également en 2015. En termes sectoriels, les perspectives demeurent favorablement orientées dans l'industrie (+ 36 après + 37), après un rebond particulièrement marqué en 2014, tandis qu'elles se redressent vigoureusement dans les services (+ 42 après + 27). Le secteur du commerce, transport, hébergement reste à l'écart de ce redressement général, avec une stabilisation du solde d'opinion prévisionnel à + 16.

Les ETI repartent à la conquête des marchés extérieurs

Après s'être resserrés en 2014, les soldes d'opinion prévisionnels de chiffre d'affaires selon la destination des ventes (graphique 1) ont continué de s'améliorer à l'international, aussi bien vers l'Union européenne (+ 13 après + 10) qu'en dehors (+ 17 après + 16). En revanche, pour la France, bien que toujours favorables,

les perspectives sont moins dynamiques (+ 11 après + 15).

Ces tendances sont identiques quelles que soient les ETI, bien que davantage marquées pour les ETI innovantes.

Les ETI sont de nouveau attirées par les marchés extérieurs, après trois années marquées par une réorientation des ventes vers la France et un désengagement partiel à l'étranger. Ainsi, la part des ventes réalisées en France a décliné en 2014, à 84 % pour l'ensemble des ETI (après 85,7 % en 2013). De même, 36 % des ETI ont déclaré avoir au moins une filiale à l'étranger en 2014, soit une progression de 6 points par rapport à 2013. Cet accroissement est particulièrement important pour les ETI fortement internationalisées (plus du quart de leur chiffre d'affaires à l'étranger) puisque la part passe de 68 % à 84 %. En termes de localisation des filiales à l'étranger, les ETI sont toujours le plus implantées dans l'Union européenne, ce qui limite leur accès aux marchés exotiques, plus dynamiques, et pèse ainsi sur leurs exportations.

Des perspectives d'emploi en France pour 2015 moins dynamiques

Les perspectives d'emploi en France pour 2015, bien que toujours positives, reculent de + 12 à + 7 (graphique 1). Logiquement, ce recul concerne surtout les ETI les moins internationalisées (moins de 5 % du chiffre d'affaire à l'étranger), avec un passage de + 11 à + 1 et les ETI non innovantes (+ 8 à 0). Seules les perspectives d'emploi dans les services demeurent favorablement orientées (+ 18 après + 17). Les perspectives d'emploi en France pour 2015 reviennent ainsi au niveau des perspectives pour 2013.

Les perspectives d'emploi à l'étranger se maintiennent pour 2015 (+ 11 après + 12). Elles s'améliorent pour les ETI fortement internationalisées (+ 38 après + 35) et les ETI innovantes (+ 22 après + 19). Le développement à l'international des ETI génère donc ses propres besoins en matière d'emploi sans que ce soit corrélé avec l'évolution du marché intérieur.

Les carnets de commandes des ETI devraient s'améliorer en 2015...

Les carnets de commandes sont restés peu garnis en 2014, mais le solde d'opinion, entre les ETI qui considèrent leur carnet bien garni et celles qui l'estiment faiblement rempli, s'améliore (- 4 après - 9 en 2013). La situation est cependant bien différente selon le profil des ETI : les ETI fortement internationalisées ont su tirer leur épingle du jeu (+ 11 après - 10), et profiter du regain de croissance en zone euro et dans le reste du monde afin de garnir leurs carnets de commandes. Il en est de même pour les ETI innovantes. À l'inverse, les ETI réalisant la quasi-totalité de leurs ventes en France n'ont pas vu d'amélioration en lien avec l'atonie de la demande intérieure (- 12 après - 9). La situation semble s'être légèrement dégradée dans le commerce, transport, hébergement (- 13 après - 9) alors qu'elle est meilleure dans l'industrie (+ 2 après - 6) et dans les services (+ 4 après - 11).

Néanmoins, compte tenu de l'amélioration des perspectives en matière de carnets de commandes pour 2015 (+ 8 après + 6), le scénario d'une reprise, à court et moyen termes, dont l'ampleur est incertaine, se dessine : les soldes d'opinion progressent quels que soient les profils des ETI, même si cette tendance est amplifiée pour les ETI fortement internationalisées (+ 27 après + 24) et les ETI des services (+ 16 après + 7).

... et entraîner de meilleures exportations

Les exportations des ETI en 2014 sont, globalement, en accord avec les objectifs qu'elles s'étaient fixés alors qu'elles avaient été inférieures aux prévisions en 2013 : le solde d'opinion entre les entreprises dont les exportations ont été supérieures

Tableau 1 : Part des ETI qui jugent importants les obstacles à leur développement en 2015 (rappel en 2014)

	Ensemble des ETI	Industrie, construction	Commerce, transport, hébergement	Services
Réduction des marges	56 (58)	54 (66)	60 (59)	52 (48)
Manque de fonds propres	16 (20)	15 (15)	16 (22)	17 (22)
Endettement excessif	16 (18)	16 (19)	16 (20)	15 (13)
Resserrement des conditions d'accès au crédit	18 (22)	23 (25)	17 (26)	13 (15)

Sources : enquêtes 2014-2015 DGE-Bpifrance auprès des ETI

aux objectifs et celles dont les exportations ont été inférieures est passé de - 4 en 2013 à 0 en 2014. L'amélioration la plus importante concerne les entreprises fortement internationalisées (le solde est passé de - 7 à + 8). Le rebond espéré en 2014 de l'activité à exportation selon l'enquête de l'année dernière (solde de 15 points entre la part des ETI ayant prévu une hausse de leurs exportations et celle qui avait anticipé une baisse, après 11 points en 2013 – graphique 2) a donc eu, globalement, l'ampleur attendue. Les ETI très internationalisées, dont les anticipations pour 2014 étaient les plus orientées à la hausse (solde de + 38 après + 27), les ont même dépassées.

L'année 2015 devrait se caractériser par une nouvelle croissance des exportations des ETI, avec un différentiel de + 15, comme l'année précédente, entre la part des entreprises qui prévoient que leur activité en termes d'exportation sera en augmentation et la part de celles qui pensent qu'elle sera en diminution. Cette fois-ci, l'ensemble des ETI devrait bénéficier de l'activité à l'international.

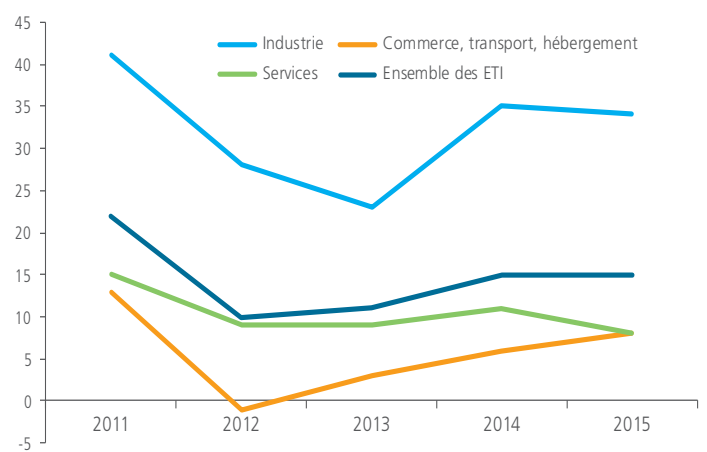
La réduction des marges reste le principal obstacle au développement des ETI

Les ETI restent impactées par la faiblesse de leurs marges. Début 2015, 56 % des dirigeants jugeaient toujours que la réduction de leurs marges est un obstacle insurmontable ou important à leur développement (tableau 1). Cependant, cette proportion est en baisse de 2 points en un an et de 5 points en deux ans. Cette baisse s'observe notamment dans l'industrie hors construction où le solde passe de 63 à 50 d'une année sur l'autre. À l'opposé, le solde reste inchangé depuis trois ans dans le secteur du commerce, transport, hébergement.

Les investissements devraient s'accroître à nouveau en 2015

Le solde d'opinion des dirigeants d'ETI relatif aux investissements de croissance interne (qui concernent tout à la fois les

Graphique 2 : Évolution du solde d'opinion prévisionnel des exportations selon le secteur d'activité



Sources : enquêtes 2011-2015 DGE-Bpifrance auprès des ETI.

investissements physiques et les investissements immatériels) réalisés en 2014 a retrouvé son niveau de 2012 après avoir fortement reculé en 2013 : il s'est établi à + 21 après + 13 en 2013 et + 22 en 2012. Ce rebond concerne l'ensemble des ETI et met fin à la tendance à la baisse observée depuis 2011. Il est particulièrement marqué pour les ETI fortement internationalisées (+ 27 après + 10) et pour les ETI du secteur de l'industrie et des services (+ 26 chacune après respectivement + 12 et + 13).

Les perspectives pour 2015 en matière d'investissements de croissance interne poursuivent le redressement entamé en 2014 (+ 20 après + 17 – *graphique 3*) et retrouvent leur niveau de 2012. D'un point de vue sectoriel, seul le secteur commerce, transport, hébergement fait figure d'exception avec une stabilisation des perspectives à leur niveau de 2014.

En matière d'investissement de croissance externe, les prises de participation dans d'autres entreprises ou la création de filiales ont été un peu plus nombreuses en 2014 qu'en 2013. L'évolution est particulièrement marquée dans les services où 36 % des entreprises ont pris une participation en 2014 contre 25 % en 2013. Les intentions pour 2015 sont à peu près équivalentes à celles formulées pour l'année 2014. Le rythme des prises de participation et des créations de filiales pourrait donc rester soutenu en 2015 : près du quart des ETI déclarant au moins un projet de création de filiale en 2015 et un peu plus d'un tiers des ETI au moins une prise de participation.

Des investissements le plus fréquemment financés par autofinancement

En 2014, les ETI ont financé leurs investissements de croissance interne et externe à 53 % par recours à l'autofinancement. La part de l'endettement et des concours bancaires s'est élevée à 43 %. Les apports en fonds propres représentent toujours une part très minoritaire (4 %). Si, traditionnellement, les ETI fortement internationalisées et les ETI innovantes recourent davantage que la moyenne des ETI à l'autofinancement (57 % dans les deux cas), ce n'est pas le cas des ETI des secteurs du commerce, du transport et de l'hébergement, qui ont un recours plus fréquent à l'endettement et au concours bancaire (53 %).

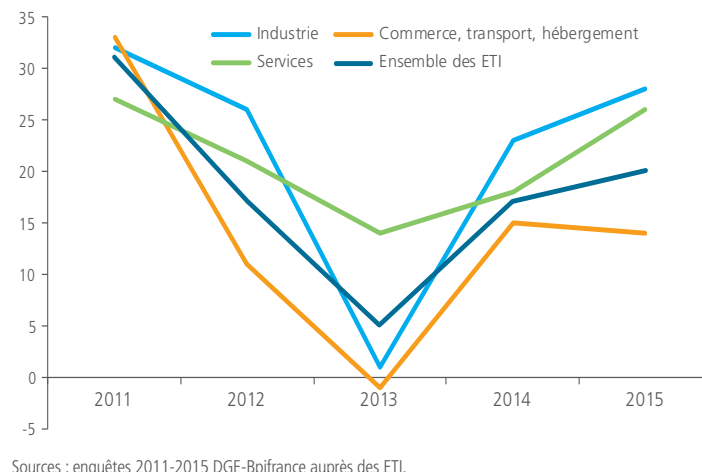
La hausse des investissements devrait, de nouveau, s'accompagner d'une augmentation du recours aux concours bancaires en 2015

Hormis le besoin en fonds propres, qui devrait rester stable en 2015 (solde d'opinion prévisionnel nul), les ETI envisagent de recourir davantage à l'endettement et aux concours bancaires (solde de + 14 après + 13) au détriment de l'autofinancement (- 11 après + 8) pour financer les investissements envisagés de croissance interne et/ou externe. On peut avancer comme explication la poursuite de l'assouplissement des conditions d'accès au crédit. En effet, la proportion d'ETI considérant le resserrement des conditions d'accès au crédit comme un obstacle important en 2014 a reculé, passant de 23 % à 18 %, un niveau historiquement faible. De même, seules 16 % des ETI jugent leur endettement excessif comme un obstacle important ou insurmontable. Il ne s'agit pas d'un choix par défaut, par manque de fonds propres dans la mesure où dans le même temps le manque de fonds propres n'est plus un obstacle que pour 16 % des ETI.

La situation de trésorerie, stabilisée en 2014, le resterait en 2015

La situation financière (trésorerie globale) des ETI est restée inchangée en 2014 (*graphique 4*). Elle s'est toutefois dégradée pour les ETI fortement internationalisées (- 5 après + 9) et les ETI innovantes (+ 3 après + 8) alors même qu'elles avaient anticipé une légère amélioration de leur trésorerie en 2014. Il y a donc eu un défaut d'anticipation des ETI sur l'évolution de la situation de leur trésorerie globale, qui peut s'expliquer par

Graphique 3 : Évolution du solde d'opinion prévisionnel de l'investissement physique et immatériel selon le secteur d'activité



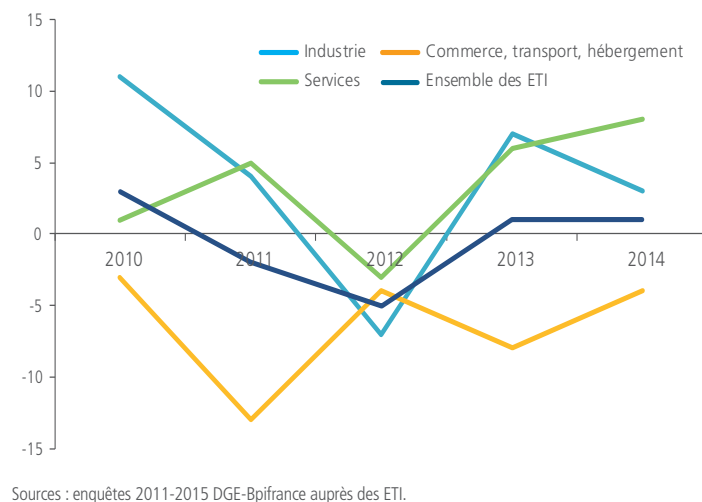
le redémarrage progressif de l'investissement entamé en 2014 d'une part, et par une moindre appréhension vis-à-vis des prêts bancaires à court terme d'autre part.

S'agissant des perspectives pour 2015, les ETI envisageant une amélioration de leur trésorerie sont aussi nombreuses que celles pronostiquant une dégradation (solde à + 1). Les ETI les moins internationalisées et/ou non innovantes sont les moins optimistes.

La majorité des ETI ne rencontrent aucune difficulté d'accès au crédit

En 2014, sept ETI sur dix n'ont rencontré aucune difficulté particulière pour accéder au crédit de trésorerie ou à l'investissement. Les ETI sont tout de même confrontées à certains freins concernant le recours aux prêts bancaires. Les garanties exigées restent la préoccupation majeure bien qu'en légère baisse par rapport à 2013 : une ETI sur cinq les considère comme une contrainte importante pour les prêts à court terme et près de 30 % en matière d'accès aux prêts bancaires à long terme. Le niveau des taux d'intérêt est de moins en moins contraignant pour les ETI : la proportion de dirigeants d'ETI qui le mentionne comme un obstacle important est deux fois plus faible que l'année dernière.

Graphique 4 : Évolution du solde d'opinion de la situation de trésorerie selon le secteur d'activité



Encadré 1 : Source, méthodologie et définitions

■ Enquête de conjoncture auprès des ETI

Cette étude présente les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée en mars-avril 2015 par la DGE et Bpifrance auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales, c'est-à-dire dont la tête de groupe est en France. Sur les 644 questionnaires reçus, 483 ont été retenus (les autres étant incomplets ou en dehors du champ des ETI). L'échantillon a été redressé en fonction de trois critères par post-stratification : la taille, le secteur d'activité, la région. L'analyse porte sur les comptes consolidés lorsqu'il y en a d'établis, sinon sur les données sociales de l'entreprise répondante.

■ Entreprises de taille intermédiaire (ETI)

La catégorie des entreprises de taille intermédiaire a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008. Il s'agit des entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des petites et moyennes entreprises (entreprises employant moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros ou le

bilan 43 millions d'euros) et qui :

- d'une part, occupent moins de 5 000 personnes ;
- d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 milliards d'euros.

Elles se situent donc entre les PME et les grandes entreprises.

■ Indicateur ou solde d'opinion

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...) des entreprises. Ils correspondent à des soldes de pourcentage d'opinions opposées :

- Indicateurs en évolution = [(% « en hausse ») - (% « en baisse »)] X 100

- Indicateurs en niveau = [(% « aisé ») - (% « difficile »)] X 100

Encadré 2 : Les ETI patrimoniales et familiales sur la voie de l'internationalisation

- Les entreprises « patrimoniales » sont détenues de manière significative (plus de 50 %) par une ou plusieurs personnes physiques nommément connues. Lorsqu'il existe un lien de parenté entre ces personnes, ces entreprises sont dites « familiales » (une entreprise patrimoniale détenue par une seule personne est considérée comme familiale). En France, environ deux tiers des ETI sont patrimoniales et une sur deux est familiale.
- Les ETI patrimoniales sont légèrement plus petites que les autres ETI nationales (727 salariés en moyenne contre 776 en 2014). Cependant, leurs effectifs salariés français sont équivalents aux autres ETI (en moyenne 623 salariés contre 616). Ces entreprises sont davantage implantées à l'international (38 % des ETI patrimoniales possèdent au moins une filiale à l'étranger, 34 % pour les autres), mais y sont moins actives : 14 % des ventes des ETI patrimoniales sont réalisées à l'international contre 18,9 % pour les autres ETI. Elles sont donc plus dépendantes du marché domestique, où leurs perspectives d'activité sont moins bien orientées en 2015 qu'en 2014 (+ 10 après + 17), mais leur positionnement international est en cours de mutation. Les perspectives d'activité en 2015 dans l'Union européenne sont désormais identiques, que les ETI soient patrimoniales ou pas. Les ETI patrimoniales sont désormais tout aussi nombreuses à envisager la création de filiales ou la prise de participation de sociétés à l'étranger ; la proportion est même plus importante pour les ETI familiales (20 %). Toutefois, elles ne semblent pas prospecter sur les marchés situés hors de l'Union européenne où les ETI non patrimoniales envisagent d'accroître leurs ventes. L'internationalisation des ETI patrimoniales pourrait se traduire par de moindres perspectives d'emploi en France (+ 4 après + 13).
- Les perspectives d'activité des ETI patrimoniales sont en légère progression pour 2015 mais elles sont moins bien orientées que celles des ETI non patrimoniales (+ 24 contre + 35). Cette différence d'appréciation est notamment imputable aux ETI familiales (+ 21).
- Les ETI patrimoniales recourent davantage à l'endettement et aux concours bancaires pour investir : ce moyen de financement couvre 49 % de leurs investissements en 2014 contre 33 % seulement pour les autres ETI. Ce recours à l'endettement bancaire devrait encore augmenter en 2015 (24 % des dirigeants d'ETI patrimoniales prévoient d'y recourir davantage). Seulement 14 % des ETI patrimoniales considèrent l'endettement excessif comme un obstacle important. Les dirigeants d'ETI patrimoniales semblent désormais privilégier les investissements de croissance externe. Ils se montrent moins optimistes que les dirigeants des autres ETI en ce qui concerne les possibilités de croissance interne en 2015, la perspective de baisse des marges constitue un obstacle important pour 60 % d'entre eux (48 % pour les autres ETI).

Pour en savoir plus :

« La conjoncture des ETI : enquête annuelle 2015 », Bpifrance, mai 2015. Cette publication présente l'analyse détaillée de l'enquête menée conjointement par la DGE et Bpifrance.

« Les ETI nationales, patrimoniales pour les deux tiers, sont proches des PME par la taille mais plus performantes à l'exportation », Le 4 pages de la Dgcs, n° 8, mai 2010.

Thibault CRUZET, DGE,
Michel BARRETEAU, Catherine GOULMOT, Bpifrance

Directeur de la publication : Pascal Faure
Rédacteur en chef : François Magnien
Secrétariat de rédaction : Martine Automme,
Nicole Merle-Lamoot
Composition : Hélène Allias-Denis, Brigitte Baroin
ISSN : 2269-3092
Dépôt légal : 2015
DGE - 67, rue Barbès, 94200 Ivry-sur-Seine

DGE
DIRECTION GÉNÉRALE
DES ENTREPRISES

bpifrance

SERVIR L'AVENIR

**Conférence de presse
Enquête ETI 2015
Nicolas DUFOURCQ**

23/06/2015

01.

**Actions de Bpifrance en faveur
des ETI**

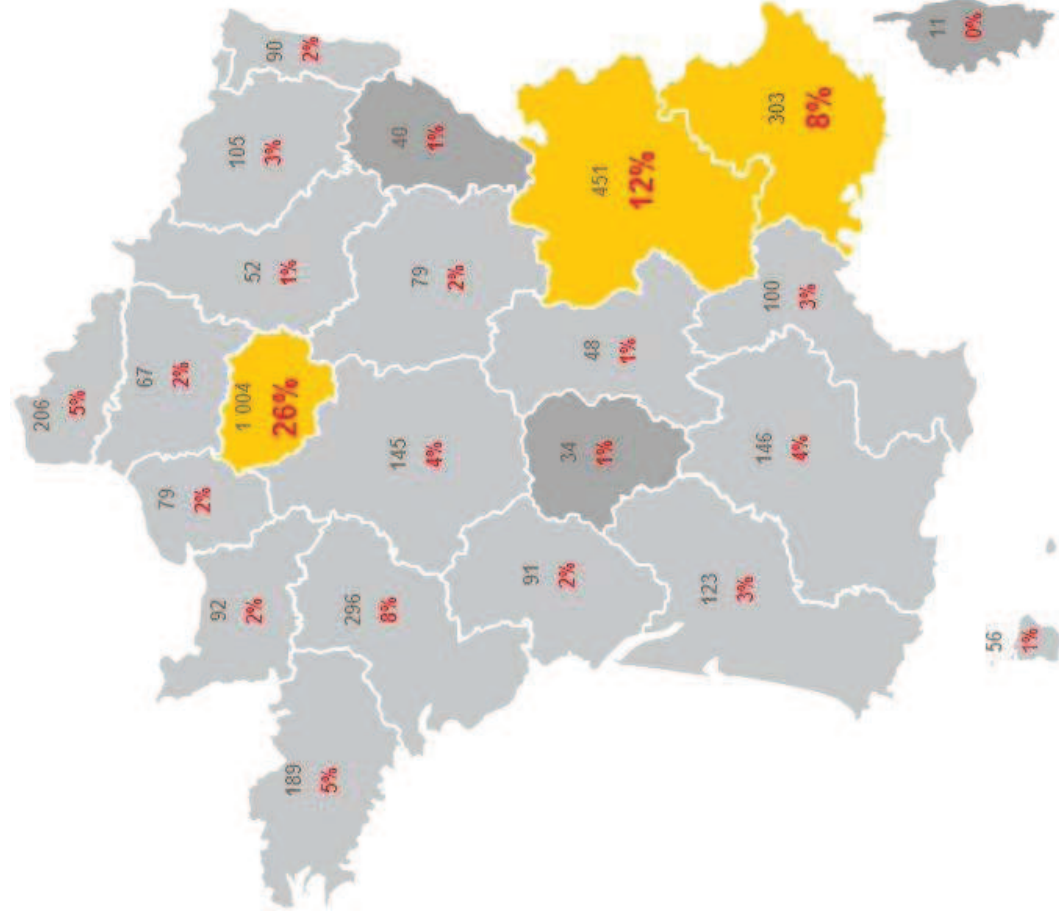
02.

ETI 2020

01. Actions de Bpifrance en faveur des ETI

1 ETI française sur 3 a été financée par Bpifrance en 2014

- **1 653 ETI (+ 11 % vs 2013)** totalisant un peu plus de **609 000 emplois**
- **4,6 Md€** de financements publics et privés, (+33% par rapport à 2013) soit **23 % du total 2014**
- et **290 M€** en prises de participation (directe et indirecte).



Nombre d'unités légales financées en 2014 hors activité FSI

► (%) Poids régional des unités légales

► PIB de la région :

- ≥ 7% du PIB national
- Entre 1% et 7% du PIB
- ≤ 1% du PIB national

01. Actions de Bpifrance en faveur des ETI

Parmi les ETI financées en 2014

1 sur 2

a obtenu un préfinancement de son Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Les ETI représentent 17% des entreprises préfinancées mais la moitié des montants des avances.

40%

n'avait jamais été clientes financées par Bpifrance*

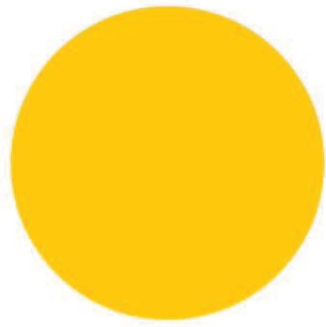
1 sur 4

est une entreprise industrielle de croissance

1 sur 7

A porté un projet innovant

*Elle mène un projet dans les Biotech ou les TIC.
Elle appartient à un pôle de compétitivité, et a bénéficié d'une aide financée par le programme des investissements d'avenir.*



SERVIR
L'AVENIR

